

Emilien KAUFFMANN

MÉMOIRE

Sujet : Néo-autoritarisme et démocratie : une analyse de nouveaux régimes hybrides

« Les opinions émises dans ce mémoire sont propres à son auteur et n'engagent en rien la responsabilité de l'Institut d'Études des Relations Internationales. »



AISP / SPIA

SOMMAIRE

I - Démocratie et néo-autoritarisme

I.1 – Introduction

I.2 – Définitions et limites

I.2.1 - Définir la démocratie

I.2.2 - Définir le néo-autoritarisme

I.2.3 - Interprétation des modèles

I.2.4 - Les limites du néo-autoritarisme

I.2.5 - Le contexte géopolitique actuel

I.2.6 - L'autoritarisme n'a rien de nouveau

I.2.7 - L'érosion des démocraties occidentales

I.3 – Problématique

II - Les nouveaux modèles hybrides

I.1 – L'Inde

I.1.1 – Introduction

I.1.2 – Le système de castes : la base de l'organisation sociale indienne

I.1.2.1 - Mise en contexte du système de castes

I.1.2.2 - Les dynamiques contemporaines des castes

I.1.3 – La stratégie politique

I.1.3.1 - Narendra Modi et le RSS

I.1.3.2 - L'hindutva

I.1.3.3 - L'ascension de l'économie indienne

I.1.3.4 - La puissance militaire indienne

I.1.3.5 - La société indienne

I.1.3.6 - Les politiques de discriminations positives

I.1.3.7 - L'influence de l'Inde dans le monde

I.1.4 – Le système fédéral

I.1.5 – Les limites de la démocratie indienne

I.1.5.1 - Corruption en Inde

I.1.5.2 - Le système médiatique indien

I.1.5.3 - La condition des musulmans

II.1.6 – Le suffrage

II.1.7 – Hypothèses sur le régime indien

II.1.8 – Viabilité du modèle Indien

II.3 – La Hongrie

II.3.1.1 - Introduction

II.3.1.2 - Contexte historique et politique de la Hongrie

II.3.2 - Paramètres politiques

II.3.2.1 - Présentation du système politique hongrois

II.3.2.2 - Analyse du système électoral et des partis politiques majeurs

II.3.2.3 - Rôle du Premier ministre et du président

II.3.2.4 - Le concept de "démocratie illibérale" promu par Viktor Orbán

II.3.2.5 - Limitations des libertés civiles et des droits de l'homme

II.3.3 - Paramètres économiques

II.3.3.1 - Évolution économique récente de la Hongrie

II.3.3.2 - Politiques économiques mises en œuvre par le régime hongrois

II.3.3.3 - Importance des investissements étrangers et des politiques d'incitation

II.3.3.4 - Présence de grandes entreprises étatiques et leurs implications

II.3.3.5 - Impact des politiques économiques sur les inégalités sociales

II.3.4 - Paramètres sociaux

II.3.4.1 - Politiques d'immigration et positionnement de la Hongrie dans la crise migratoire européenne

II.3.4.2 - Réformes éducatives et leur influence sur le système éducatif

II.3.4.3 - Politiques culturelles et protection de l'identité nationale

II.3.4.4 - Relations avec les minorités ethniques et les droits des LGBT+

II.3.4.5 - Analyse des tensions sociales et des mouvements de contestation

III - Synthèse

I – DÉMOCRATIE ET NÉO-AUTORITARISME

I.1 – Introduction

« La démocratie est fragile comme la dictature » - Charles Baudelaire.

La scène internationale est marquée par la recrudescence et la pérennité de nombres de régimes autoritaires. Bien que la démocratie se soit répandue dans une large partie du monde depuis le XIXème siècle et s'étant érigé comme modèle de référence, de nombreux États semblent s'ancrer dans des formes de gouvernance plus similaires à l'autoritarisme.

La liberté a gagné les esprits à la fin du XVIIIème siècle avec l'apparition de nouvelles doctrines comme la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, et quelques siècles plus tard, par l'arrivée de nouvelles institutions faisant la promotion des droits humains. Également, le modèle économique du libéralisme s'est avéré prospère, devenu coutume dans l'économie mondiale. Cependant, le début du XXIème siècle est frappé par l'ascension d'important régimes qui viennent remettre en jeu ces normes que l'Occident pensait acquises.

Contexte régional, nécessités économiques, impératifs sociaux, obscurantisme politique... La réalité de certains États traduit la complexité des défis auxquels ils doivent faire face. Ce document propose l'étude d'un régime néo-autoritaire spécifique, car étant aussi la 1^{ère} démocratie au monde, à savoir le régime politique de l'Inde.

I.2 – Définitions et limites

I.2.1 - Définir la démocratie

Dans le cadre de ce mémoire, il est opportun de définir les termes de démocraties et de néo-autoritarisme pour éviter de confondre les deux régimes, mais également de les identifier comme deux identités succinctes. Seront citées trois définitions de chaque terme pour en établir une « idée maitresse » qui est généralement acceptée par la majorité des acteurs internationaux.

1. La démocratie est une forme de gouvernement dans laquelle le pouvoir est exercé par le peuple, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants élus. Dans une démocratie, tous les citoyens ont des droits égaux et la loi s'applique à tous de manière égale¹.
2. La démocratie est un régime politique caractérisé par la participation directe ou indirecte des citoyens à la prise de décision. Dans une démocratie, le pouvoir est exercé au nom du peuple et avec son consentement².
3. La démocratie est un système politique qui repose sur la liberté d'expression, le pluralisme des partis et des opinions, le respect des droits de l'homme et l'égalité devant la loi. Dans une démocratie, les citoyens ont la possibilité de choisir librement leurs dirigeants et de participer à la vie politique de leur pays³.

I.2.2 - Définir le néo-autoritarisme

1. Le néo-autoritarisme est un type de régime politique dans lequel un gouvernement maintient une apparence de démocratie tout en limitant de manière significative les libertés civiles et politiques. Il est souvent caractérisé par l'absence de pluralisme politique, la répression des dissidents, le contrôle des médias et la restriction de l'accès à l'information⁴.
2. Le néo-autoritarisme est un mode de gouvernance qui combine des éléments de démocratie et d'autoritarisme pour maintenir le pouvoir. Il repose sur l'utilisation de méthodes autoritaires telles que la restriction de l'opposition politique et la limitation des libertés individuelles pour maintenir un contrôle absolu sur la société⁵.
3. Le néo-autoritarisme est un régime politique qui utilise des outils de surveillance, de répression et de contrôle social pour maintenir le pouvoir. Il se caractérise souvent par

¹ Oxford Dictionary

² UNESCO

³ Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

⁴ Freedom House

⁵ Carnegie Endowment for International Peace

la concentration du pouvoir entre les mains d'un petit groupe de dirigeants, la manipulation de l'information, la restriction des droits de l'homme et la suppression de toute opposition politique significative⁶.

I.2.3 - Interprétation des modèles

Le concept de la démocratie est clairement établi. Ce modèle très ancien doit présenter selon la première définition des droits égaux et des lois qui s'appliquent de façon égale (même si l'on peut constater des différences entre démocraties modernes et antiques). On pense ici bien évidemment aux Droits de l'Homme, notamment de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, texte fondateur de la Révolution française datant de 1789. De plus la démocratie doit présenter des élections, soumises au peuple, mais aussi une liberté d'expression, le respect de la disparité des opinions. Cette dernière est généralement évaluable à la liberté des médias dans un pays donné.

D'un autre côté, le néo-autoritarisme, concept relativement récent, est plus flou dans son exercice. Il s'apparente à une démocratie, mais n'en présente pas les éléments fondamentaux, à l'image d'un gouvernement fantoche. Il est très restrictif dans l'attribution de libertés aux citoyens. Il combine des caractéristiques de plusieurs modèles, à savoir la démocratie et l'autoritarisme : bien que le régime se base sur le modèle démocratique, son chef gouverne selon des normes autoritaires. Il limite les libertés et sait faire taire les oppositions politiques, afin de maintenir la stabilité de son gouvernement et la pérennité de sa politique

I.2.4 - Les limites du néo-autoritarisme

Il est important de noter ce que n'est pas un modèle néo-autoritaire, mais aussi qu'un modèle n'étant pas une démocratie n'est pas de facto un modèle autoritaire. En effet, la subtilité des modèles néo-autoritaires est de présenter des formes ou allures de démocraties, parfois exerçant même des valeurs de la démocratie.

⁶ The Brookings Institution

L'autoritarisme

L'autoritarisme est un système de gouvernement dans lequel le pouvoir est exercé par une seule personne ou un petit groupe de personnes qui imposent leur volonté à la population sans se soucier des droits et des libertés individuelles. Les régimes autoritaires sont souvent caractérisés par une concentration du pouvoir politique, une absence de liberté d'expression, une répression des dissidents politiques, une censure des médias et une limitation des droits de l'homme⁷.

Le totalitarisme

Le totalitarisme est un système politique dans lequel l'État cherche à contrôler tous les aspects de la vie des citoyens, y compris leur vie privée et leurs pensées. Les régimes totalitaires sont souvent caractérisés par une idéologie officielle, un parti unique, un culte de la personnalité du dirigeant, une surveillance étatique, une propagande de masse, des camps de travail et la suppression de toute opposition politique⁸.

Bien qu'il est possible d'établir des similarités entre modèles autoritaires et totalitaires, il est mal à propos de comparer les deux. Déjà, la définition ci-dessus nous informe que les modèles totalitaires présentent une idéologie officielle, un parti unique et un culte de la personnalité du dirigeant. Or, bien qu'il existe encore aujourd'hui des modèles totalitaires, beaucoup de modèles néo-autoritaires ne disposent pas de ces caractéristiques, car trop évocatrices de moment douloureux historiquement parlant. En effet, le propre du néo-autoritarisme est l'équilibre subtile entre liberté et contrôle, et presque de dissimulation de ses pratiques non-démocratiques.

Le préfixe « néo » est avant tout idéologique. En réalité, les modèles néo-autoritaires sont plus ou moins des modèles autoritaires, mais ce préfixe évoque une tendance mondiale. À l'aube de l'apparition de nombreuses crises à échelle internationale, les modèles néo-autoritaires semblent prendre leur envol. Il sera intéressant d'étudier le phénomène dans sa dimension géographique pour en comprendre les origines, les méthodes d'évolution en comparaison avec l'évolution des démocraties.

⁷ Amnesty International

⁸ Encyclopédie Britannica

I.2.5 - Le contexte géopolitique actuel

À partir de ces informations, une lecture du contexte géopolitique s'impose, afin de mieux étudier le phénomène du néo-autoritarisme.



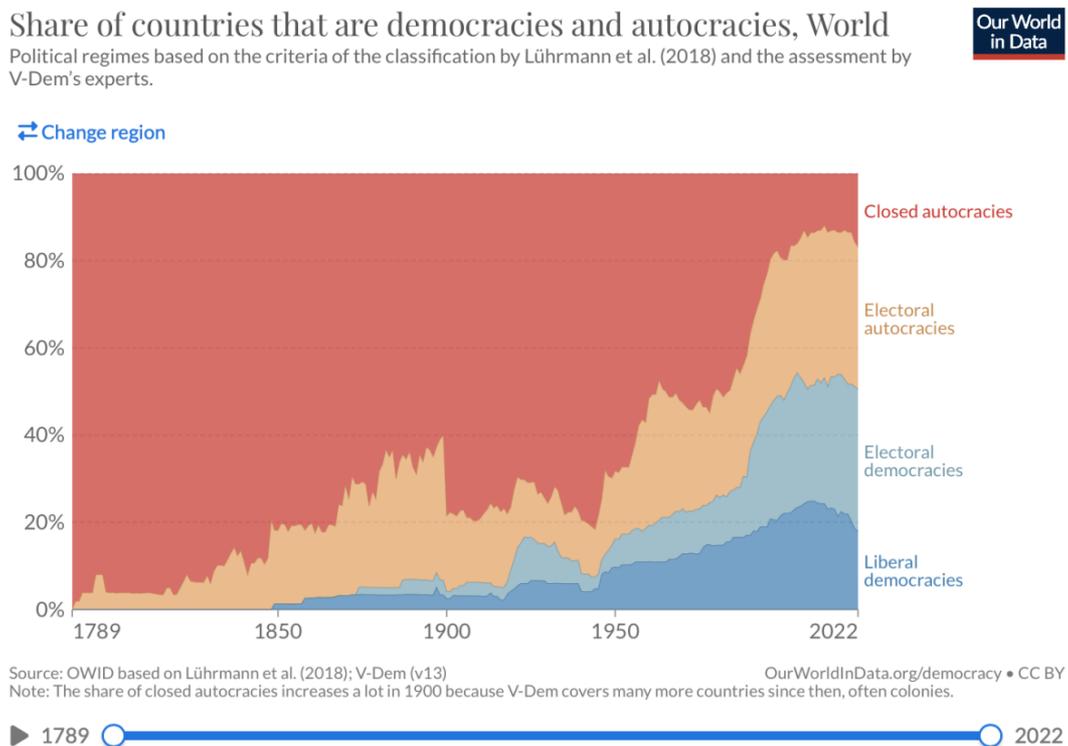
Carte : « La démocratie dans le monde » - Statista, 2021

Cette carte est intéressante par le nombre d'indicateurs qu'elle présente. On peut donc se conforter dans la précision de celle-ci.

Comme attendu, les démocraties se concentrent au niveau des pays occidentaux, et les pays aux régimes hybrides voir autoritaires se répandent dans les pays en développement. Il est à noter que les démocraties parfaites sont rares, et que même certains pays établis comme démocraties peuvent présenter des « imperfections » parfois dignes de régimes hybrides. C'est le cas de la France dans la répression des manifestants en gilets jaunes en novembre 2018, où l'usage de la force et heurts entre policiers et citoyens furent nombreux. Mais la France n'en est pas pour autant un régime autoritaire.

En effet, il est à souligner que même cette carte évaluée avec précision ne donne que des tendances générales, alors qu'une analyse plus poussée de chaque situation étatique vient nuancer la réalité. La démocratie est d'abord un concept, une idée voire une idéologie, qui peut sans surprise muter selon les cultures, les contextes socio-économiques, les religions, etc... Certains modèles sont présentés sur ces cartes comme des démocraties, or ils s'apparentent plus à des modèles hybrides. C'est le cas de l'Inde et de la Hongrie, qui feront l'objet d'étude dans ce mémoire.

I.2.6 - L'autoritarisme n'a rien de nouveau



Graphique : « Share of countries that are democracies and autocracies, World » -
ourworldindata.org, 2022

Ce graphique est assez explicite. On observe que l'autocratie n'est pas un phénomène nouveau, et ce détail est important. En effet, cela signifie deux choses :

1. La majorité de la population a évolué selon des modèles autocratiques dans le temps, et cela pèse sur le plan de l'évolution. Dans certains pays l'autocratie est la norme de gouvernance.
2. La démocratie moderne est relativement nouvelle (un peu plus d'un siècle). De plus, les démocraties modernes sont en mutation permanentes, cela aussi n'étant pas un phénomène nouveau. Le graphique montre bien qu'il y a des baisses de « démocratisation » du monde.

La politique est un des domaines les plus importants de nos sociétés, qui évolue au rythme de l'évolution humaine. Bien que la démocratie soit aujourd'hui la norme dans une grande partie du monde, elle n'en demeure pas moins ni acquise ni garantie. En témoigne les régions du monde en développements, ou plus récemment les régions dans lesquelles ont procédé des tentatives de démocratisation (Afghanistan). Les démocraties elles-mêmes sont inégales : démocraties directes, représentatives, parlementaires, etc...

Le contexte socio-économique explique en partie l'apparition des démocraties modernes et de la décision en concertation et par consensus. Le graphique met en relief que l'ascension des démocraties est apparue peu après la Seconde Guerre Mondiale, à savoir l'apparition de l'État Providence, les Trente Glorieuses, le plein emploi et l'abondance de manière générale, et de nombreuses réformes socialistes et égalitaires.

On pourrait presque en conclure que la démocratie moderne n'a d'existence que si les conditions sont propices à son exercice : on peut établir une corrélation entre niveau de vie social et économique d'un pays donné et son type de régime. Les pays en développement, et notamment les BRICS, sont des pays qui ont connu une émergence économique relative récente, et sont considérés par les occidentaux comme des États n'étant pas des démocraties, et

à raison comme le confirme la carte précédente. Dès lors, le niveau économique d'un pays n'explique pas son type de régime : de nombreux pays disposant d'importants revenus relativement au niveau de vie de leurs citoyens demeurent des régimes hybrides/autocratiques par carence de réformes sociales. Elles garantissent généralement une distribution équitable des revenus, ce qui n'est pas le cas dans certains États comme la Russie et certains pays subsahariens.

I.2.7 - L'érosion des démocraties occidentales

Ces dernières années, de nombreux évènements sont venus exacerber des phénomènes socio-politiques plus anciens, comme la fin de l'État providence, menant à de nombreuses crises économiques et sociétales. Ces phénomènes viennent remettre en cause les enjeux des États et déstabiliser les stratégies politiques adoptés par leurs chefs. Dans cette incertitude, certaines actions (ou inactions) peuvent mener le pays dans des crises plus ou moins graves dont le résultat est généralement le même : la perte de confiance des citoyens dans les institutions démocratiques, souvent accompagnée d'une baisse de la popularité du leader concerné. Cette perte de confiance s'associe souvent à une hostilité du citoyen à l'égard de son gouvernement, le tenant pour principal responsable de ses difficultés.

Les relations internationales nous enseignent un facteur essentiel de la vie géopolitique : la pluralité des acteurs. Cette pluralité est souvent troublée par la théorie elle-même ; le réalisme ne considère que les États en tant qu'acteur mais le transnationalisme y voit une érosion des États et considère l'individu comme le véritable acteur. La réalité est plus complexe que la théorie. Les crises sont souvent le résultat de politiques prises selon les enjeux des États, les décisions des chefs et les actions des acteurs secondaires influant la scène internationale.

Les défis majeurs que constituent les crises récentes (Covid-19, hyper inflation, guerres, démographie, climat, etc...) ont engendré l'instabilité du modèle démocratique à l'échelle mondiale et fait place à la montée des populismes. Les médias sont désormais vu comme des agents gouvernementaux et non plus comme des outils de la liberté et pluralité d'opinion. Les conspirations en tout genre sont plus présentes que jamais, instituant certaines formes d'insurrectionisme. Une des garanties de la démocratie étant la paix, il est compréhensible de

perdre foi en un régime qui s'engage dans des conflits (exemple : la guerre par procuration menée en Ukraine et les préparations militaires de l'OTAN).

Mais existe-t-il un lien entre perte de confiance dans la démocratie et la montée des régimes hybrides ? Pour répondre à cette question il faut étudier les régimes politiques en tant que fait géopolitique. La géographie et l'histoire de la pensée et des religions démontrent que les régimes politiques sont issus de la culture d'un pays concerné : l'universalisme et les Droits de l'Homme pour la France, le libéralisme américain, la démocratie parlementaire anglaise, etc... De la même façon les pays autoritaires puisent leurs sources politiques dans leur héritage : le communisme a largement influencé la politique en Russie et en Chine par l'absence de valeurs religieuses et les cultes de la personnalité, expliquant en partie l'autoritarisme et l'image du leader fort actuellement présent dans ces pays.

L'érosion des démocraties est également un fait historique : la démocratie n'est pas un modèle fixe. Elle évolue au gré des phénomènes géopolitiques auxquels elle se heurte. Ainsi, certains pays démocratiques ont basculé dans le totalitarisme au 20^{ème} siècle. C'est le paradoxe d'un régime dont la souveraineté vient du peuple. On ne peut juger cet aspect de la démocratie comme bon ou mauvais ; Les politiciens eux-mêmes s'adaptent aux défis rencontrés dans leurs carrières, ne faisant pas pour autant d'eux des tyrans. C'est en cela que ce travail propose une analyse des régimes : existe-t-il un modèle parfait ? La partie suivante vient problématiser l'idée principale de ce dossier.

I.3 - Problématique

L'objet de ce mémoire sera d'explorer si le modèle néo-autoritaire tel que constaté peut s'avérer viable en tant que gouvernement dans le contexte géopolitique actuel.

II – LES NOUVEAUX MODELES HYBRIDES

II.1 – L’Inde

II.1.1 – Introduction

L’Inde est le 7^e plus grand pays au monde, la 6^e puissance économique mondiale, 4^e puissance militaire, 1^{ère} démographie mondiale depuis avril 2023, et la plus grande démocratie du monde. « Le nombre, le nombre, le nombre » écrivait l’historien Maurice Séguin. Par ces quelques chiffres, l’Inde constitue un acteur majeur sur la scène internationale. L’Inde est un des éminents membres des BRICS, elle est une alliée de la Russie et le 1^{er} partenaire commercial de la Chine. Du côté occidental, la France a devancé les États-Unis en tant que premier partenaire occidental de l’Inde, comme en témoignera la visite du Ministre Modī le 14 juillet 2023.

L’histoire de l’Inde, riche et millénaire, est particulièrement marquée par son instabilité politique. Enchaînement de royaumes, changements intempestifs de capitales, absence d’infrastructures politiques... L’Inde est avant tout un pays gouverné par la culture. C’est en effet de sa culture que sont issus l’hindouisme, religion présente dans 70% de la société, mais également son système de castes.

Cependant, l’arrivée du Premier Ministre Modī signe l’ouverture d’un nouveau chapitre de la politique indienne. Nationalisme, protectionnisme, ascension économique et militaire, première démographie au monde... Voilà un constat prometteur pour la plus grande démocratie mondiale. Les penchants autoritaires du Ministre Modī viendront-ils à bout du régime actuel ?

Or, une approche occidental-centrée du contexte politique indien peut s’avérer trop réductrice dans sa compréhension. L’Inde est un pays aux cultures, religions et ethnies extrêmement diverses, et aux inégalités sociales tristement remarquables. Au-delà des défis internes, l’Inde

doit s'ériger et s'affirmer en tant que puissance mondiale tout en maîtrisant ses conflits territoriaux ainsi qu'en jouant sur ses alliances géopolitiques.

L'Inde du Ministre Modi s'affirmera-t-elle comme un formidable exemple de gouvernance pour le reste du monde ou comme un échec politique sans précédent ?

II.1.2 – Le système de castes : la base de l'organisation sociétale indienne

II.1.2.1 - Mise en contexte du système de castes

En Inde, le système de caste est omniprésent et son poids explique largement le fonctionnement de la société indienne jusque dans son régime politique. Il est d'une importance primordiale dans la vie politique du pays.

Le système de caste, régit selon les croyances hindous le Karma (le travail) et le Dharma (la religion) serait vieux de près de 3000 ans et a été exacerbé en 1881 par le Consensus Comissioner de la Raj britannique⁹, à travers le Recensement¹⁰. Son origine se trouve dans le Manusmriti, qui « reconnaît et justifie le système des castes comme base de l'ordre et de la confiance dans la société ».

Le Recensement est un évènement national effectué tous les 10 ans dans le but de décompter la population indienne avec ses caractéristiques démographiques, sociales et économiques. Le gouvernement use de cet évènement pour évaluer l'état de la population indienne et planifier des programmes et des politiques pour répondre aux besoins de la population¹¹.

La population, discriminée selon des castes (varna), se répartit de la façon suivante :

- Les Brahmanes : c'est la classe bourgeoise de la société indienne, principalement composée d'enseignants et d'intellectuels
- Les Kshatriyas : ce sont les dirigeants, les nobles et les guerriers

⁹ Régime colonial britannique en Inde, 1858-1947

¹⁰ Tout savoir sur les castes et leur fonctionnement en Inde – BBC News Mundo

¹¹ Recensement de l'Inde en 2011 : 181 millions d'habitants de plus en dix ans – Jacques Véron, Aswini K. Nanda

- Les Vaishyas : classe composée de marchands
- Les Shrudas : classe destinée aux travaux pénibles
- Les Dalits (ou Achhoots) : ce sont les « intouchables », la plus basse catégorisation des individus

Le système de caste « hiérarchise la société indienne » et étant la base de la société, il régit la vie idéologique et politique du pays. Cette hiérarchie agit sur les choix des électeurs et les choix des dirigeants dans le cadre des politiques publiques.

Ce système « classique » des castes est aujourd'hui relativement obsolète, car les castes se distinguent en fait selon les professions et peuvent être comparées à des « classes ». Aujourd'hui les castes se déclinent par milliers et dépendent de nombreux facteurs sociologiques, culturels, linguistiques, religieux et professionnels.

II.1.2.2 - Les dynamiques contemporaines des castes

Les castes sont usuellement réparties de la façon suivante : les classes supérieures résident dans le nord du pays tandis que les classes inférieures demeurent dans le sud.

Les classes inférieures sont qualifiées de « Other Backward Classes » ; littéralement les « classes arriérées ».

Récemment, les classes connaissent et entreprennent des dynamiques importantes relatives à leurs conditions : les classes supérieures (Brahmanes) ont une propension à s'effacer dans la société alors que les classes inférieures prennent conscience de leur conditions et ont établi le « mouvement Backward », un contraste Nord-Sud, qui s'apparente à une lutte des classes marxiste, dans lequel les basses classes sont en voie d'ascension sociale du fait des quotas et « abordent une conscience de classe parfois provocante¹²».

Cette dynamique explique en partie le fait politique indien contemporain ; on assiste à une *populisation* de la politique indienne. En effet, le Premier Ministre actuel, Narendra Modī, est issu du Bharatiya Janata Party, un parti de droite nationaliste hindou, considéré comme l'aile

¹² *L'Inde contemporaine*, Christophe Jaffrelot

politique du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS), mouvement nationaliste hindou paramilitaire, qui incarne l'hindutva.

II.1.3 – La stratégie politique

II.1.3.1 - Narendra Modi et le RSS

Narendra Modi est le Premier Ministre de l'Inde depuis 2014, qui représente l'idéologie nationaliste hindou, l'hindutva. Le Premier Ministre est un produit du RSS, le Rashtriya Swayamsevak Sangh (Association des Volontaires Nationaux), mouvement apparu dans les années 1920, qui a combattu la vision « gandhiste » de la nation indienne, n'étant pas une vision ethno-religieuse. Il fait la promotion de l'hindutva, la stratégie politique centrale de l'Inde actuelle, et s'inscrit dans un fort nationalisme basé sur des valeurs patriotiques, ethniques et religieuses¹³.

Selon les spécialistes, Modi s'est appuyé sur le populisme pour se faire élire. Il se serait présenté comme « un dévot, un fils de peuple contre Gandhi ». Il a capitalisé sur ses origines plébéiennes, issu des classes inférieures qu'il entend défendre. Charisme, probité, piété religieuse, il incarne le citoyen hindou idéal. Le Premier Ministre a promis d'étendre à l'échelle nationale le succès économique de son pays, selon le « modèle gujarati » ; Le Gujarat est une région côtière de l'Ouest indien dont « la croissance était déjà supérieure à celle du reste de l'Inde après la libéralisation de l'économie, dans les années 1990, et elle l'est restée après la fin du mandat de Narendra Modi à la tête du Gujarat », explique Maitreesh Ghatak, professeur à la London School of Economics dans Les Échos¹⁴.

La rhétorique de Narendra Modi est considérée comme populiste principalement car elle véhicule des valeurs nationalistes et plus globalement, car elle se situe dans l'extrémité de l'aile droite du spectre politique. Elle n'en est pas moins dénuée de démagogie à certains égards. Cependant, les récents progrès de l'Inde, notamment son ascension économique et militaire son indéniables. L'Inde est aujourd'hui la 5^{ème} puissance économique et la 4^{ème} puissance militaire, rivalisant actuellement avec la Chine.

¹³ *Le Monde des Nouveaux Autoritaires*, Michel Duclos

¹⁴ Le modèle économique du Gujarat, vitrine électorale du Premier ministre indien Modi – Carole Dieterich

Indépendamment des qualités imputables à la politique du Ministre Modī, l'Inde semble acquérir un rang de plus en plus important sur la scène internationale, d'où l'intérêt d'une étude à ce sujet. Le succès de l'Inde n'est peut-être pas le gage de bonnes pratiques, mais démontre une efficacité politique dans l'intérêt de son pays.

II.1.3.2 - L'hindutva

« *En Hindustan (foyer des hindous), existe, et se doit d'exister l'ancienne nation hindoue et nulle autre que la nation hindoue. Tous ceux qui n'appartiennent pas à la race, la religion, la culture et la langue nationales, c'est-à-dire hindoue, tombent naturellement en dehors des limites de la véritable vie nationale* » déclarait Madhav Sadashiv Golwalkar, président du RSS de 1940 à 1973¹⁵.

La Cour Suprême de l'Inde a stipulé en 1995 un arrêt sur le statut de l'hindutva : « *Ces mots (hindutva) peuvent très bien être utilisés dans un discours promouvant la laïcité ou mettant l'accent sur le mode de vie du peuple indien et de la culture indienne ou de son ethos, ou critiquant l'action de tout parti politique vue comme discriminatoire ou intolérante*¹⁶ ».

Elle constitue la ligne politique du gouvernement actuel, tenue par le Premier Ministre. La réalité de la mise en œuvre de l'hindutva est plus complexe que la formule de la Cour Suprême. Dans la politique intérieure d'*hindouisation* de nation, à savoir multiculturelle et multiethnique, la confrontation des religions prédomine.

En effet, l'Inde possède une minorité importante de musulman vivant sur son territoire, 175 millions de fidèles, soit 15% de sa population¹⁷. L'Islam a été introduit en Inde au cours du 7^{ème} siècle par des marchands arabes, après quoi de nombreux intouchables se sont converti pour bénéficier d'un meilleur statut social et d'une vie plus égalitaire. Or la condition des musulmans en Inde n'est pas souhaitable, car désignée comme « hostile » à l'hindouisme, entraînant d'importants conflits religieux.

¹⁵ Le nationalisme hindou : histoire et fonctionnement – Alain Bogé

¹⁶ Wikipédia - Hindutva

¹⁷ Religions du sous-continent indien – Inde en liberté

De plus, l’Islam, bien que deuxième religion présente dans la nation indienne, elle n’est pas le seul culte dénoncé par l’extrémisme hindou. Le Christianisme est aussi l’objet de nombreuses calomnies, vu comme responsable de tous les maux du pays et menaçant. L’Islam et le Christianisme sont de plus en plus exclus de la vie quotidienne et institutionnelle du pays¹⁸.

Une certaine haine des autres cultes se dissémine par l’extrémisme hindou ; d’abord fait historique, les hindous sont définis par les colons comme une « race chétive » et « des végétariens malingres ». Ensuite, en 1920, des manifestations musulmanes ayant visées des hindous ont conséquemment développé un sentiment d’hostilité généré par la « menace musulmane ». Dès 1925, le RSS a travaillé a entraîné ses adhérents aux armes et diffuse une histoire glorifiante de l’Inde. Aujourd’hui, le RSS ferait preuve de désinformation dans le cadre de ses objectifs politiques.

En 2002, le RSS perpète des pogroms antimusulmans dans le Gujarat suite à l’incendie d’un train faisant 59 victimes hindoues, qui serait le fait de musulmans. La même année, alors Ministre du Gujarat, Modi proclame : « *les musulmans sont tellement polygames qu’ils ont cinq fois plus d’enfants que les hindous* ».

Les conséquences de l’hindutva en Inde sont les suivantes : la création des « vigilantistes », une police politique dont l’objectif est d’empêcher les échanges entre hindous et les autres confessions, la traque contre les éleveurs bovins, la ghettoisation des musulmans, ainsi que l’apparition de la loi Citizenship Amendment Act (CAA) qui n’autorise l’accès à la citoyenne qu’aux réfugiés non-musulmans.

Dans ce contexte confessionnel, la question de la place de la démocratie dans la société indienne se pose. En réalité, ce constat est d’autant plus surprenant que l’Inde est un État laïque. Un État se veut laïque dès lors qu’il présente certaines valeurs : paix, tolérance, liberté religieuse et égalité entre citoyens libres¹⁹. Les circonstances citées précédemment contreviennent à cette définition de la laïcité.

¹⁸ La difficile situation des musulmans et des chrétiens en Inde – Manon Myeyer-Hilfiger

¹⁹ La spécificité de la laïcité à l’indienne – Rajeev Bhargava

L'idéologie hindutva nous apparaît à posteriori contraire aux valeurs laïques, et il est très difficile pour un État non-laïque de s'affirmer comme démocratique : « *Pour l'ensemble des citoyens, la protection de leurs droits, aussi bien comme individus que comme groupes, passe nécessairement par la mise en place de sociétés démocratiques et laïques, où le caractère non confessionnel de l'État lui permet d'assumer avec plus de crédibilité son rôle d'arbitre neutre et impartial entre les individus et les groupes religieux en présence*²⁰ ».

II.1.3.3 - L'ascension de l'économie indienne

L'Économie indienne a été, après l'élection du Congrès en 1991, conduite par des économistes de renom (Manmohan Singh, Jagdish Bhagwati) et des hauts fonctionnaires. Avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale, le Premier ministre lance une suite de réformes économiques : moins de contrôle du secteur privé, dévaluation, encouragement des exportations, ouvertures au investissements étrangers, réduction des dépenses publiques²¹...

Ces réformes porteront leurs fruits car dès 1994, le taux annuel de croissance dépasse 6% et plus de 9% de 2005 à 2007. Barack Obama déclarera : « *l'Inde n'est pas émergente, elle a émergé.* »

Le Premier Ministre veut en faire la « première usine du monde »²². La dernière génération d'Iphone (Iphone 14) est produite en Inde. Le pays présente, par sa productivité et son rôle dans l'industrie mondiale, le plus fort de taux de croissance, 6,8% en 2022, deux fois supérieur à la moyenne mondiale de 3,2% par an, également deux fois supérieur au taux de croissance chinois. La stratégie chinoise de lutte contre le coronavirus a découragé les investisseurs étrangers, qui se sont retirés du marché chinois au profit de l'Inde.

L'Inde est souvent à tort associé à la pauvreté, qui demeure néanmoins une réalité dans ce pays. Mais il y a dans le sous-continent une très grande classe moyenne, qui constitue un grand marché par les autres États, et également une classe de « supers riches » qui s'est développée ces dernières années. Donc le paysage économique indien se présente comme un triptyque

²⁰ Démocratie sans État laïc : le dilemme des « printemps arabes » - Nadia Fahmy-Eid

²¹ *L'Inde contemporaine*, Christophe Jaffrelot

²² L'Inde, nouvel eldorado économique ? – Public Sénat

relativement classique : une classe riche d'une part, une large classe moyenne et beaucoup de pauvreté d'autre part. L'Inde contemporaine est assez loin du cliché occidental d'un pays en situation de misère économique.

La Constitution indienne interdit la discrimination des castes. Cependant, il y a une coïncidence entre castes et classes. Malgré cette interdiction, la part d'intouchables continue de grandir, sous le seuil de pauvreté. Ce phénomène est à l'origine de communautarisation (voire ghettoïsation) et d'impureté de castes.

Selon le FMI, le PIB de l'Inde va dépasser celui du Japon et de l'Allemagne d'ici cinq ans, et deviendra la 3^{ème} puissance économique derrière les États-Unis et la Chine.

L'Inde semble cependant présenter quelques défauts en matière économique. Les investisseurs étrangers ne montrent pas la confiance nécessaire à réaliser des partenariats profitables à grande échelle pour le pays. Ce phénomène est le résultat de deux facteurs : il est difficile de trouver tous les fournisseurs sur le plan local (alors que la Chine n'a aucune difficulté à avoir des fournisseurs pour la production industrielle), ainsi que l'accueil des investissements étrangers, la bureaucratie indienne n'est pas aussi efficace qu'en Chine²³. Ces différences sont telles qu'elles constituent des avantages comparatifs d'un État à l'autre.

Alors que le Premier Ministre fait le pari d'une industrialisation du sous-continent, la part de l'industrie dans le PNB déclinait (15% du PNB, au même niveau que le secteur primaire). Le moteur économique indien réside toujours dans le secteur tertiaire, dans l'IT (Information Technology) notamment. Mais également, la main-d'œuvre rurale n'est pas forcément disposée au travail industriel. Une telle main-d'œuvre ne s'invente pas ; l'Inde paye le prix d'une sous-éducation qui pèse dans sa balance commerciale, notamment le problème de l'alphabétisation.

Cependant, les analystes sont optimistes concernant le marché indien. En effet, de nombreuses multinationales se sont intéressées à l'Inde. Depuis peu, l'Inde a pris la place du Royaume-Uni en tant que puissance économique. L'Inde se situe à la 4^{ème} place en termes de valeur boursière, et se situe juste derrière les États-Unis et la Chine en nombre de licornes (start-up d'une valeur de plus d'un milliard de dollars) présentes sur son sol.

²³ L'Inde, nouvel eldorado économique ? – Public Sénat

De plus, au cours des quatre dernières années, le pays a vu éclore un marché domestique unique. Jusqu'à peu, le marché indien était fragmenté en marchés régionaux, ce qui limitait la croissance, mais le gouvernement Modi a récemment introduit une taxe sur la vente et une réglementation commune. Également, les infrastructures publiques sont en cours de modernisation, avec une augmentation de 50% du réseau routier ; dans l'aviation civile, le nombre de passagers a nettement augmenté avec 50% d'augmentation du fret aérien. En outre, l'amélioration des réseaux de télécommunication a permis une meilleure intégration du marché indien dans la société, les entreprises réalisent de grandes économies d'échelles ce qui augmente leurs croissances²⁴.

La numérisation du système administratif et financier et l'identification biométrique permet une meilleure fluidité du marché avec un gain de temps et de sécurité pour les consommateurs, et ce qui diminue grandement le risque de fraude. Il est estimé que 200 milliards de dollars ont été versés à 950 millions de personnes car la vaste majorité des fonds n'a pas été perçue par les bénéficiaires à cause de la corruption, des détournements de fonds mais également la lourdeur de l'appareil bureaucratique. Ces améliorations ont permis aux foyers indiens de mieux percevoir les aides.

Finalement, la diaspora joue un rôle non-négligeable dans l'économie indienne. En 2020, les indiens résidents à l'étranger ont envoyé 90 milliards de dollars à leurs proches en Inde. Selon le Bureau de Recensement, aux États-Unis la diaspora indienne constitue le groupe ethnique le plus riche du pays avec un revenu moyen de 120 000 dollars par an. Cette diaspora soutient le pays en fournissant de la richesse en son sein.

En somme, l'économie indienne a les ressources pour dynamiser et moderniser la société indienne et peut-être devenir une des trois plus grandes puissances mondiales.

II.1.3.4 - La puissance militaire indienne

²⁴ L'Inde - la prochaine puissance économique mondiale - Diplometrics by VisualPolitikFR

L'Inde est aujourd'hui la 4^{ème} puissance militaire mondiale avec 1,45 million de soldats et 1,15 million de réservistes à son actif. De plus l'Inde totalise 156 ogives nucléaires²⁵ dans son arsenal, étant un des quatre pays à posséder officieusement l'arme nucléaire.

Puissance nucléaire et deuxième armée du monde en termes d'effectifs, l'Inde participe activement à de nombreux exercices militaires dans le cadre de son partenariat avec les au pays membres des BRICS.

L'Inde est également de plus en plus active dans l'importation et l'exportation d'armements, à ce titre la France est devenue son deuxième fournisseur d'armes²⁶. En effet, le gouvernement Modi a largement développé le complexe militaro-industriel indien depuis les cinq dernières années, multipliant les contrats avec les pays d'Afrique et de l'Asie du Sud Est²⁷. Le marché militaire indien totalise un profit d'environ 1 milliard de dollars par an.

Le développement de l'armée indienne n'a rien d'anodin : l'Inde a déjà démontré des désirs impérialistes²⁸. De plus, la politique nationaliste menée par le Ministre Modi tend ses relations avec des ennemis de longue date, notamment le Pakistan et la Chine²⁹. Le gouvernement indien est à la recherche de moyens afin de pouvoir assurer la non-atteinte des intérêts vitaux du pays.

II.1.3.5 - La société indienne

L'Inde n'a pas obtenu l'égalité sociale comme dans les démocraties occidentales. Dès l'indépendance, les diverses classes opprimées sont entrées en concurrence les unes contre les autres chacune réclame la reconnaissance de l'État.

Le développement économique et la politisation, qui ont engendrés des effets de sécularisation, ont également soustrait la connotation religieuse que portent les castes, dans un sens de démocratisation, mais ont cependant laissé place à un paradoxe. En effet, alors qu'une inégalité

²⁵ Voici les 10 plus grandes puissances militaires du monde en 2023 – Cnews

²⁶ En bref : la France est désormais le 2^{ème} fournisseur d'armes en Inde – lepetitjournal.com Bombay

²⁷ L'Inde présente à l'Afrique sa production « abordable » d'équipements militaires – Le Figaro avec AFP

²⁸ When India (almost) invaded Mauritius – Rory Medcalf

²⁹ India raises defence budget to 72.6 bln amid tensions with China – Manoj Kumar

s'estompe, les divers groupes ont renforcés leur acceptation communautaire et identitaire³⁰. La hiérarchie et le clientélisme ont disparu au profit de la solidarité et de l'intérêt commun entre groupes de même origine.

Ce contexte de forte communautarisation de la société indienne ne s'inscrit pas dans le principe d'égalité propre aux démocraties. Ce contraste marque déjà une descension dans la conception de la démocratie, souvent référée au modèle européen.

L'héritage du système de castes et la démographie indienne sont deux éléments constitutifs de l'Inde à prendre en compte dans le cadre de la démocratisation du pays. Les démocraties occidentales se limitent généralement à des pays de moins de cent millions d'habitants, à l'exception des États-Unis.

En effet, la démographie ne serait pas associée avec la science politique en général, mais tendrait à être associée avec un certain type de régime politique, à la fois autoritaire et égalitaire³¹. Ce phénomène est également observable en Chine, pays au régime autoritaire. Sa démographie régit également les normes de la société chinoise, au travers de directives publiques comme la politique de l'enfant unique, agissant ainsi sur la politique, et donc la nature du régime chinois.

La démographie est donc un véritable paramètre influant sur la nature d'une démocratie, plus qu'un fait de société.

II.1.3.6 - Les politiques de discriminations positives

La discrimination positive en Inde puise son origine dans sa longue histoire et est intrinsèquement lié au système de caste, produit de l'hindouisme. Cet aspect de la vie publique indienne a été ravivé par la colonisation britannique qui a suscité nombre d'oppositions et radicalisé certains acteurs politiques³².

³⁰ *L'Inde contemporaine*, Christophe Jaffrelot

³¹ *Revue européenne des sciences sociales*, Hervé Le Bras

³² *Inde : la démocratie par la caste*, Christophe Jaffrelot

La complexité du système de castes dépasse le concept des *varnas* : il existe des centaines de castes selon les fonctions et les origines des individus. Le régime britannique a en effet hiérarchisé ces castes pour les besoins du Recensement, peut-être en omettant qu'il s'agit d'un élément constitutif de l'identité indienne. Conséquemment, la société indienne s'est profondément attachée aux caractéristiques propres à la caste de chacun dans la nécessité de renforcer leur identité à des fins politiques. Beaucoup d'individus se sentant discriminés par la place que prenne leur caste dans cette nouvelle « hiérarchie », ces derniers décident d'influer sur les agents britanniques afin d'améliorer leur situation. Cette influence passe souvent par l'association des castes, et généralement des castes les plus basses. Pour faciliter l'adhérence entre des castes différentes de même hiérarchie, leurs défenseurs avancent d'abord le caractère ethnique de leur identité ; cela entraînera mécaniquement une *ethnicisation* des castes, et plus largement de la société indienne. L'étude de ce phénomène poussera de nombreux philosophes et écrivains occidentaux à émettre des théories sur les origines ethniques du peuple indien, parfois frôlant le racisme ; de ces théories émergera le concept de la race « aryenne »³³.

Jyotirao Phule, figure politique du Bahujan Samaj sous la Raj britannique, récupèrera l'*ethnicisation* des castes pour diffuser ses idées. Afin de défendre la cause des castes les plus basses, à savoir les Shrudas (les paysans) et les Dalits (les intouchables), Phule évoquera un argument historique (dont la véracité n'est pas avérée), sur l'origine de l'hindouisme n'étant pas indien, mais un outil des envahisseurs Arya, à l'origine de la civilisation védique, dans le but d'asservir le peuple originel indien, les dravidiens. Cette révision historique dénonce à la fois la colonisation de l'Inde par les britannique et l'emprise qu'induit l'hindouisme par le système de caste qui ne profite qu'à une minorité.

Au lendemain de l'Indépendance de 1947, la Constitution de 1950 prévoit des dispositions en faveur des classes les plus démunies à savoir la caste des intouchables dans les services publics (système éducatif et administration) et les assemblées. Dans les années 1990, ces dispositions seront étendues à d'autres classes défavorisées (les OBC, other backward classes). En 2011, les *Scheduled castes* et les *Scheduled tribes*, les classes les plus basses, constituent 25,2% de la population et les OBC un peu plus de 50%³⁴.

³³ *Inde : la démocratie par la caste*, Christophe Jaffrelot

³⁴ Discrimination positive – géoconfluences.ens-lyon.fr

Ces mesures qui devaient apporter plus d'égalité dans la société indienne, ont fini par produire des effets pervers de concurrences interclasses, entre pressions politiques et lobbying, contribuant à l'augmentation des tensions entre les communautés³⁵.

La question du caractère démocratique de telles dispositions se pose ; bien que les démocraties doivent présenter des valeurs d'égalité et de justice pour son peuple, des mesures incitant la communautarisation de la société et générant des luttes entre ces dernières ne permettent pas l'engagement du pays dans une voie de démocratisation, de plus que ces mêmes mesures exacerbent l'« *ethnicisation* » des castes et laissent place à des conflits d'ordre racial.

II.1.3.7 - L'influence de l'Inde dans le monde

Avec un milliard quatre cents millions d'habitants, l'Inde ne peut pas être ignorée par le reste du monde.

L'Inde se fait remarquer tout d'abord par sa richesse et sa diversité culturelle. En effet, l'Inde a toujours été une terre attractive pour ses richesses et ses productions, suivant un large réseau de commerce international s'étant développé sur les côtes de Malabare et Coromandel, et de nombreuses conquêtes par les peuples d'Asie centrale, notamment l'Empire Moghol, l'Inde a constamment connue un brassage ethnique et culturel important au cours de son histoire. L'héritage de cette histoire se traduit aujourd'hui dans l'identité culture du pays : multireligieux et multiculturel, jusque dans les hautes fonctions de l'État. Le Président de la République a souvent été musulman, le Premier Ministre était sikh et le Ministre de la Défense était chrétien. Les généraux sont également de confession sikhe, musulmane et chrétienne³⁶.

Elle fait ainsi office d'exemple de société multiculturelle sur la scène internationale. Cet aspect de la société indienne contraste avec la ligne politique du régime du Ministre Modī, qui se concentre sur une identité hindoue, qui n'a jamais connu d'incarnation politique, jusqu'à aujourd'hui.

³⁵ Discrimination positive – géoconfluences.ens-lyon.fr

³⁶ L'Inde, puissance mondiale ? – Alain Lamballe

L'économie indienne n'est pas en reste. L'Inde a entamé une privatisation de son économie à partir de années 1990. L'Inde a aujourd'hui un PIB d'environ 3 200 milliards de dollars, supérieur au PIB français, avec une importante croissance de 8% par an. Le secteur des services est déjà bien développé dans le sous-continent, étant le plus dynamique. Il compose 50% du PIB et concerne un quart de la population active³⁷. L'Inde est précurseur en matière d'ingénierie informatique, avec la prestigieuse université de l'IIT (Indian Institute of Technology), réputée l'une des meilleures du monde. De nombreux dirigeants de multinationales américaines spécialisées dans les services informatiques se trouvent être indiens (Parag Agrawal, Sundar Pichai). De plus, l'Inde possède de nombreux centres de Recherche et Développement hautement réputés dans les villes de Punes, Bangalore et Hyberdabad. L'Inde dispose également d'un très bon réseau de téléphonie de plusieurs dizaines de millions d'utilisateurs ainsi qu'un excellent service d'assurances. En outre, le tourisme y est très développé, avec 4,4 millions d'employés.

Les échanges internationaux sont fleurissants du côté de l'Inde. En effet l'Inde est aujourd'hui un des plus grands exportateurs de biens, activement engagée dans des accords de libre-échange avec l'Australie, l'Afrique du Sud, la France (par défaut, avec l'UE) ou encore la Corée du Sud. L'industrie de l'armement indienne a le vent en poupe, exportant des armes à des pays d'Asie du Sud Est et d'Afrique, et même à des péninsules insulaires telles que Maurice. L'ensemble des activités liées au commerce extérieur représentent 54% du PIB. Ayant déjà dépassé la Chine sur le plan démographique, l'Inde rivalise avec son homologue chinois en matière de compétences informatiques³⁸.

II.1.4 – Le système fédéral

L'Inde est le plus grand État fédéral du monde. Le sous-continent Indien a toujours été un espace d'affrontements ethniques et religieux, voire culturels³⁹. C'est l'Empire britannique qui en 1858 réussit à unifier le pays par l'administration de l'East India Company et la formation d'états princiers dotés d'une grande autonomie.

³⁷ Les principaux secteurs d'activité en Inde – ce pays en pleine croissance économique – prestige-voyage.com

³⁸ Les principaux secteurs d'activité en Inde – ce pays en pleine croissance économique – prestige-voyage.com

³⁹ L'Inde, un modèle du fédéralisme ? – Arnaud Huc

Avec un milliard d'individus, l'Inde reste toujours un territoire de diversité culturelle, ethnique et religieuse. Ces diversités pèsent sur le régime indien, dont les politiques contemporaines s'organisent autour de ce phénomène et ce de façon importante. Castes, démographie, communautés religieuses ; la nature et le statut des individus agit sur la nature du régime.

Le système fédéral indien discrimine la géographie du pays selon des ethnies, des religions et des langues.

II.1.5 – Les limites de la démocratie indienne

II.1.5.1 - Système médiatique

Selon certaines sources⁴⁰, le système médiatique indien est caractéristique de la dynamique néo-autoritaire du pays. On parlerait même de « captation oligarchique de l'information ». D'après reporters Sans Frontières, le classement de l'Inde à la liberté de presse (à l'année 2023) prend la 161^{ème} place sur les 180 pays recensés. À titre indicatif, la première place revient à la Norvège et la dernière à la Corée du Nord. Entre concertation des médias, alignement politique et même violences contre les journalistes, la première démocratie au monde présente une « crise de la liberté d'information.

La diversité médiatique indienne est à l'image du pays : immense et variée. D'après RSF⁴¹, on recense plus de 100 000 journaux (dont 36 000 hebdomadaires) ainsi que 380 chaînes télévisées d'actualité. Or cet afflux de sources informationnelles cacherait une « oligarchie » du système médiatique, dont le lectorat serait partagé entre les mains que quelques groupes, à savoir *Times Group*, *HT Media Ltd*, *The Hindu Group* ou *Network18*. Cette concentration serait encore plus forte pour les médias écrits en langues vernaculaires, comme l'*Anandabazar Patrika*, rédigé en bengalais, le *Lokmat* en langue marathe ou encore le *Malayala Manorama*,

CLASSEMENT 2023		CLASSEMENT 2022	
	161 / 180	150 / 180	
	Score : 36,62	Score : 41	
INDICATEUR POLITIQUE	169 33.65	INDICATEUR POLITIQUE	145 40.76
INDICATEUR ÉCONOMIQUE	155 34.15	INDICATEUR ÉCONOMIQUE	149 30.36
INDICATEUR LÉGISLATIF	144 42.92	INDICATEUR LÉGISLATIF	120 57.02
INDICATEUR SOCIAL	143 45.27	INDICATEUR SOCIAL	127 56.25
INDICATEUR SÉCURITAIRE	172 27.12	INDICATEUR SÉCURITAIRE	163 20.61

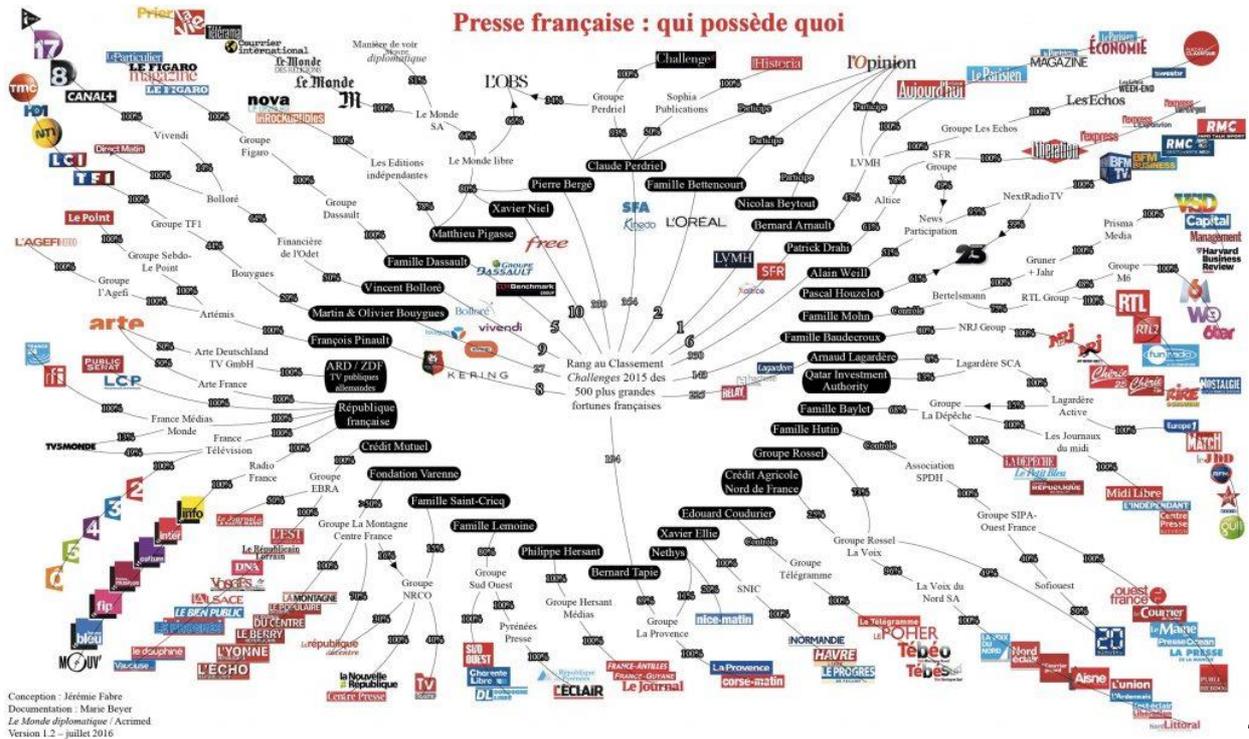
⁴⁰ Inde – Reporters Sans Frontières

⁴¹ Inde – Reporters Sans Frontières

publié en langue tamoule. Ces derniers appartiendraient à un grand réseau de chaînes télévisées comme la NDTV. De plus, les radios d'information sont en totalité détenues par le réseau d'État *All India Radio*.

Sur le plan historique, les médias indiens se sont avérés progressistes suivant la période postcoloniale. Mais cette dynamique a changé avec l'arrivée du Premier Ministre Narendra Modi au pouvoir. Les proches du Ministre ont mainmise sur une bonne partie du système médiatique : Mukesh Ambani, ami proche de Modi est propriétaire de plus de 70 médias suivis par au moins 800 millions d'Indiens. Également, Gautam Adani, proche du Premier Ministre, est devenu depuis fin 2022 le propriétaire du groupe NDTV. Il est notable que la ligne politique du Ministre Modi peint les journalistes de « corps intermédiaires » parasitant les relations entre le politique et ses sympathisants. De plus, les journalistes indiens apparaissant trop critiques vis-à-vis de l'exécutif sont victimes d'attaques et de harcèlements des *bhakts*, les dévots nationalistes hindous. En outre, la loi indienne est par ailleurs instrumentalisée contre les journalistes critiques du gouvernement, accusés d'être « anti-nationaux ». Dans le contexte de la pandémie de coronavirus, le gouvernement indien a entamé une action juridique contre les journalistes rapportant des informations différentes de la version officielle.

À ces égards, le système médiatique indien apparaît bien loin d'une structure pleinement démocratique. Mais les critiques occidentales portant sur la société indienne s'avèrent souvent bien ignorantes de leur propre monde médiatique. En effet, en France la situation n'est pas exagérément différente de la situation indienne ; la seule différence observable est le traitement des journalistes. Le système médiatique français apparaît également comme une « oligarchie » selon les termes de RSF.



L'ensemble des médias disponibles en France sont aussi l'objet d'apparat de grandes fortunes, pour beaucoup proches du Président de la République. C'est notamment le cas de Patrick Drahi, propriétaire du groupe Altice média, détenteur du média BFMTV, accusé d'agir en faveur du gouvernement⁴³.

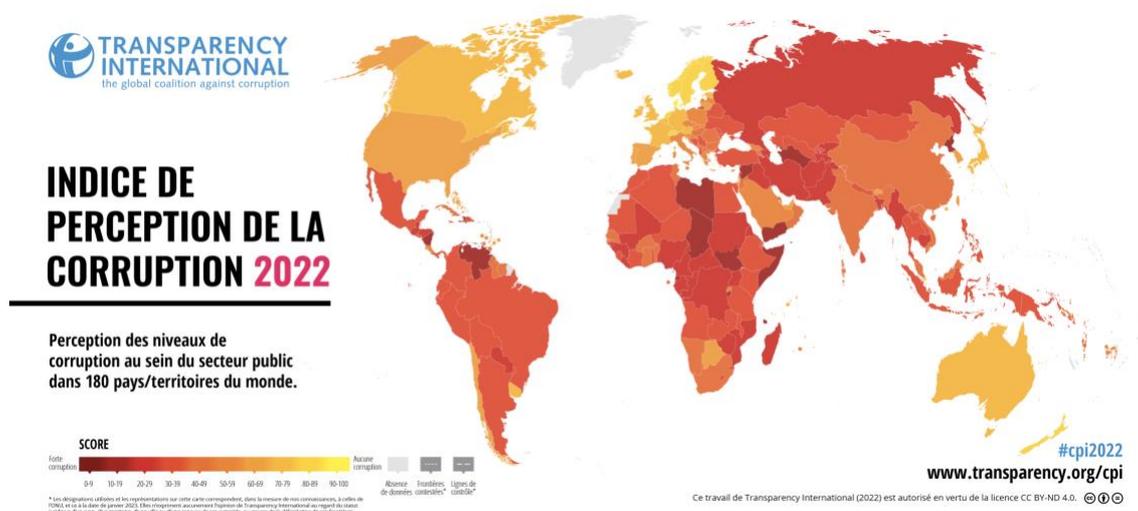
La liberté médiatique est donc loin d'être convaincante en tant que critère de démocratie, car certaines critiques formulées à l'égard de l'Inde sont en réalité valables pour nombre de démocraties occidentales. De plus, en occident nous observons depuis la pandémie de coronavirus une recrudescence du journalisme citoyen, par définition plus démocratique que les groupes privés liés par intérêts financiers au pouvoir central. Ce phénomène de journalisme relativement récent est à tort qualifié de populisme au sein même des pays critiques vis-à-vis de l'Inde⁴⁴.

II.1.5.2 - La corruption

⁴² Infographie : qui possède quoi dans la presse française ? - Kevin
⁴³ Les médias de Patrick Drahi roulent-ils pour Emmanuel Macron ? – JDD papier
⁴⁴ Le journalisme citoyen : une nouvelle forme de populisme ? – Aurélie Aubert

La corruption en Inde est souvent un élément récurrent dans les critiques de ses détracteurs, mais quand est-il réellement, et surtout, est-ce un phénomène propre au régime du Ministre Modi ?

En février 2019, Narendra Modi se présentait en *chowkidar* (« protecteur ») après l'attentat suicide islamiste survenu dans le district de Pulwama. À cela, le président du parti du Congrès, Rahul Gandhi, déclarait : « *Le protecteur est un voleur* ». Selon Transparency International, 73% des pauvres doivent recourir à la corruption au moins une fois dans l'année, contre 55% des plus favorisés⁴⁵. Cette donnée est d'autant intéressante que, toujours selon Transparency International, l'indice de corruption en Inde se situe entre 50 et 59 :



Cette corruption a pour but de faciliter l'accès aux services devant être publics : documents administratifs, affaires de police, raccordement à l'électricité, soins hospitaliers, etc. La scène politique n'est pas non plus exempte de ce phénomène ; bien que le financement de la campagne du Ministre Modi fût mal perçu par ses opposants politiques, les financements n'étaient que le résultat d'un élan des partisans⁴⁶. À contrario, le BJP de Narendra Modi accuse le parti du Congrès de courtiser les musulmans à des fins électorales. Le parti du Congrès, maintenu entre les mains de la famille Nehru-Gandhi, domine le champ électoral depuis 1947. Le parti est devenu le symbole de la corruption du pays, ce qui n'a pas été sans conséquences sur les activités indiennes.

⁴⁵ Un mal endémique chez les élus indiens – Jean-Luc Racine

⁴⁶ Inde : les milieux d'affaires au cœur des élections – Carole Dieterich

La corruption en Inde est un fait de société, d'autant plus présente sur la scène politique. Des deux côtés du spectre politique les accusations réciproques fusent. En matière de démocratie, la corruption vient déstabiliser la viabilité de cette dernière. Fort heureusement, l'ensemble des partis indiens sont dans une dynamique d' « assainissement » des pratiques, ce qui laisse présager un meilleur avenir pour le sous-continent.

II.1.5.3 – La condition musulmane

À l'international, l'Inde véhicule des images de sérénité et de bienveillance, notamment issues de l'hindouisme : Yoga, végétarisme, karma, non-violence... L'histoire de l'Inde foisonne en effet d'échanges culturelles et d'identités diverses. Mais l'expression « les Indes » est effectivement légitime du point de vue historique. L'Inde naît d'abord de civilisations très avancées naissantes sur les bords de l'Indus, en parallèle d'une population dravidienne migrant d'Afrique de l'Est vers le Sud de l'Inde. Ce sont ensuite les pasteurs Arya d'Asie Centrale qui viennent introduire la culture védique dans le Nord du pays, et donnent également naissance à l'hindouisme contemporain. Mais l'Inde a notamment été en grande partie sous domination musulmane pendant près de 1 000 ans. Peu après les premiers jours de l'Islam, les sultanats persans viennent conquérir le Nord du pays et s'y installèrent de façon durable, mais évoluant au fil du temps, s'indianisant même sous le règne de l'Empire Moghol⁴⁷. Mais que reste-t-il de cet héritage historique ?

L'Inde est un pays laïque, cependant pas selon la signification française du terme, mais d'après le fait que toutes les religions doivent être traitées sur un pied d'égalité et séparées des affaires étatiques ; c'est là le concept de « sécularisme ». Les discriminations religieuses sont donc officiellement prohibées. Or les responsables religieux, surtout hindous, bénéficient d'une certaine légitimité religieuse. Cette mœurs est également d'origine historique, car pendant toute l'histoire indienne les chefs politiques avaient besoin du soutien des brahmanes, et donc s'approprièrent leur approbation, pour pouvoir régner sur les populations hindous. Mais dans le cas de l'Islam, certains facteurs viennent perturber la prospérité de cette religion dans le pays⁴⁸.

⁴⁷ *Brève histoire de l'Inde*, Anne Viguier

⁴⁸ *L'Islam en Inde : ses origines et sa situation contemporaine* – Amina Mohammad-Arif

Tout d'abord, les leaders musulmans sont plus prompts à défendre des valeurs conservatrices que leurs homologues de confessions différentes, ce qui fait raidir le gouvernement, car ces positions évoquent, historiquement parlant, la domination du califat qui existait encore plusieurs siècles auparavant. De plus, ces leaders sont accusés de porter allégeance au Pakistan, pays musulman et également ennemi de l'Inde. Ils sont considérés comme des facteurs de division de la société indienne et cette réputation affecte l'ensemble de la communauté musulmane dans le pays car ils composent une minorité très exposée. Les émeutes dont ils sont périodiquement victimes sont éloquentes à ce sujet. En outre, dans les milieux les plus urbanisés, subsistent une compétition entre les classes moyennes hindoues et musulmanes, mais également avec les autres religions, chrétiennes entre autres. Ce contexte a su être exploité au niveau politique afin de promouvoir la volonté d'une hindouisation de la société, notamment d'un « ethnocide culturel » des musulmans et des autres minorités (culturelles et confessionnelles). C'est là la ligne directrice du nationalisme hindou, parvenu au pouvoir dans les années 1990, dont les dirigeants ne cherchent pas à modifier le statut laïque du pays, mais arrivent à influencer les dynamiques sociétales en banalisant des formes de discours religieux dans la sphère politique. Le poids de l'électorat musulman n'est cependant pas négligeable et est pris en compte par l'ensemble des acteurs politiques indiens⁴⁹.

Cela n'empêche la délégation aux populations musulmanes au bas de l'échelle sociale, au même titre que les intouchables. Mais ce retard socio-économique provient principalement du fait que la communauté musulmane indienne peine à moderniser leur système d'éducation et refusent les mécanismes du système d'éducation laïque. L'éducation musulmane s'oriente effectivement plus vers des emplois visant l'indépendance économique comme le commerce, car ils craignent le rejet et la discrimination s'ils s'orientent vers la fonction publique. C'est en cela que les musulmans privilégient l'éducation de leurs enfants dans des *madrassa*, des écoles religieuses. Or même si ces écoles ne constituent pas toujours des foyers de l'islamisme radical, elles dispensent pour la plupart un enseignement de faible niveau. Sur le plan des pratiques, les musulmans se réfèrent toujours aux principes du Coran et de la Sunna. En Inde, l'islam s'exprime notamment via le soufisme, une voie mystique de ce dernier. Également, les mœurs musulmanes sur la condition des femmes demeurent ancestrales indépendamment des évolutions sociétales.

⁴⁹ L'islam en Inde : ses origines et sa situation contemporaine – Amina Mohammad-Arif

Malgré des convergences culturelles entre hindous et musulmans, cette confession conserve ses fidèles dans une situation de relative autarcie par rapport au reste de la société, généralement du fait des musulmans eux-mêmes, ce qui engendre nombres de discriminations et rejets à leur égard.

II.1.6 – Le suffrage

En Inde, le Président est élu indirectement par les membres de la Lok Sabha (Chambre basse du Parlement), de la Rajya Sabha (Chambre haute du Parlement) et des autres législatures des États et territoires du pays. L'élection se fait à la majorité absolue des voix, organisé en second tour si la majorité n'est pas atteinte.

En ce qui concerne le Premier Ministre, il y a tout d'abord les élections législatives générales organisées dans l'ensemble du pays pour élire les membres de la Lok Sabha qui compte 543 sièges. Ces membres sont élus au suffrage universel direct, selon un scrutin uninominal à un tour. Après les législatives, le parti de la coalition qui obtient la majorité des sièges forme le gouvernement central et le chef du parti devient le Premier Ministre. Ensuite, le Premier Ministre doit être formellement invité par le Président, après quoi il prête serment devant le Président et nomme les ministres de son gouvernement.

L'électorat indien est un des plus grands électors au monde, composé de centaines de millions d'électeurs. L'identité indienne n'est toujours pas, aujourd'hui, totalement unifiée et centralisée, ni même incarnée par un chef ou un parti. Les différences de langues, de cultures, et de traditions ont un poids significatif dans la part électorale. Les différents partis jouent de fait sur ces particularités, et quelle meilleure façon que d'unifier la nation en y établissant une identité propre ? C'est le projet du Ministre Modi ; c'est un double calcul politique qui a, depuis 2014, porté son investissement. En effet, le projet de Narendra Modi est illustré dans l'État où il a été gouverneur, à savoir le Gujarat. Cet incubateur de management politique a démontré son efficacité et inspiré le peuple indien à soutenir, alors, le futur Ministre.

L'ensemble des éléments étudiés précédemment expliquent en partie le suffrage indien, à l'origine de sa politique actuelle. L'Inde est un pays qui a, historiquement, été structurellement divisé, et la récente décolonisation couplée à la naissance du RSS a permis à au sous-continent

de définir, enfin, une identité qui lui est propre. L'arrivée du Ministre Modī a enfin donnée à l'Inde l'opportunité de forger sa place dans l'histoire selon ses mœurs et ses coutumes millénaires à l'origine de sa création.

L'Inde est par définition une démocratie, mais de nombreux aspects de sa construction interne semblent montrer le contraire. Mais il est à noter que l'Inde n'est pas n'importe quelle démocratie ; c'est également le pays le plus peuplé au monde avec une organisation sociétale extrêmement normée, et aux mœurs historiquement établies. À vrai dire, le régime indien ne peut pas s'ériger comme une démocratie générique, et donc qui présente peu ou prou toutes les spécificités propres aux démocraties occidentales. La démocratie indienne, peut et doit être détaillée aux particularités de sa société.

De plus, bien que certains aspects de la ligne politique indienne actuelle puissent être mal perçues en Occident, il est impératif que l'Inde affirme son identité sur la scène internationale. Encore récemment pays émergent, l'Inde doit s'approprier sa place pour le bon fonctionnement de l'ordre mondial. En effet, les États-Unis avaient selon leur protectionnisme d'État, décidé de ne pas s'affirmer comme leader international, menant à nombres de dérèglements, notamment des ralentissements économiques et l'ascension du chaos général au XXème siècle.

L'héritage colonialiste de l'Inde remet en cause les critiques occidentales à l'encontre du Ministre Modī, légitiment sa politique, d'autant que l'Inde s'affirme aujourd'hui comme une des nations qui bouleversent le schéma unipolaire de l'ordre mondial.

Il est un fait que la démocratie indienne est imparfaite et ne présente pas les mêmes normes que les démocraties occidentales. Mais sa stratégie géopolitique s'avérant fructueuse, l'Inde a peut-être trouvé le modèle lui correspond pour devenir une des prochaines puissances mondiales⁵⁰.

II.1.7 – Viabilité du modèle Indien

Le régime indien actuel se présente-t-il comme un modèle de gouvernance viable ?

⁵⁰ Tenue d'élections législatives en Inde – Perspective monde

Pour répondre à une telle question, il faut observer les faits selon les résultats les plus concrètement évaluables de la dynamique géopolitique de l'Inde ; à savoir, quelles sont les évolutions du pays depuis 2014 ? À n'en pas douter, Narendra Modi incarne le *smart power* indien.

IDE, industrialisation, simplification administrative, patriotisme économique font partie des ambitions du Ministre pour le sous-continent⁵¹. « SAGAR » est le mot-clé de la stratégie indienne ; signifiant océan, ce dernier englobe le grand plan de Modi au regard de l'influence de la nation, c'est-à-dire assoir la domination du pays sur l'océan Indien. Véritable clé de voute de l'économie, l'emprise de ces mers est d'importance vitale vis-à-vis des échanges indiens, mais également de ses partenariats. Le pays traite avec l'Afrique de l'Est, l'Asie du Sud-Est, la Russie et la Chine, bien que le Ministre soit hostile à cette dernière. L'Inde n'est cependant pas dépourvue de concurrence ; l'Empire du milieu s'est lancé dans le chantier colossal de la Belt and Road Initiative, un véritable empire tentaculaire que la Chine souhaite établir à l'échelle mondiale via sa diaspora et son influence.

Alors que la Chine resserre l'étau sur Taiwan, le statu quo de la région du Cachemire n'est pas en reste. À ce sujet, leur partenaire membre des BRICS russe a ouvert la voie à de nouvelles méthodes offensives en matière de gestion territoriale ; bien sur l'évolution du conflit ukrainien servira d'exemple aux deux nations en matière de projections futures.

La société indienne est extrêmement complexe ; semblable au Royaume de France d'antan, elle est organisée en états et en régions possédant parfois leurs propres langues et leurs propres mœurs, des confessions différentes, des castes échelonnant les citoyens. Autant de facteurs qui génèrent des divisions dans le pays le plus peuplé au monde. Un constat pareil semble suggérer que le modèle adéquat s'apparente au totalitarisme de son homologue chinois, mais l'Inde demeure bel et bien une démocratie. Mais le cœur d'un pays, son âme, se personnifie d'abord par son identité, le seul élément donnant un sens à la citoyenneté d'un État. Mais l'identité indienne est en elle-même complexe ; historiquement, l'Inde a connu plusieurs formes d'identités, entre confessions, ethnies et même civilisations différentes. L'Inde est un pays structurellement et culturellement divisé, le système de caste est largement démonstrateur d'une société désunie, au-delà du facteur religieux. Gouverner l'Inde est un défi considérable ; mais

⁵¹ Rétrospective 2014 : l'Inde de Modi – Rémy Sabathie

la cohérence de la stratégie nationaliste du Ministre Modi semble à priori viable. L'Inde est un pays dont la population est à 98% hindou, certes les langues diffèrent d'une région à l'autre, mais l'âme indienne réside dans ce qu'elle a de plus sacrée. Les valeurs familiales, si cher à cette contrée, constituent une émanation directe des valeurs religieuses de l'hindouisme, et selon le mot d'Aristote, la famille est le socle de base de la société.

Le système de caste indien, bien qu'étant un héritage culturel et historique, est plus un inconvénient pour l'Inde ; ce système est lui-même à l'origine de troubles affectant la population indienne : la corruption, les discriminations positives, les conditions des moins fortunés... Autant de facteurs qui délégitiment l'hindutva en tant que projet politique. Bien que la démocratie indienne ne puisse pas s'inscrire dans les mêmes dynamiques sociales que les démocraties occidentales, selon des facteurs cités précédemment, la démocratie assure l'égalité des chances par une justice impartiale. Sans pour autant sombrer dans le modernisme, la société indienne est encore régie par des traditions archaïques qui semblent empêcher le pays d'évoluer vers une meilleure organisation sociale.

La stratégie politique du pays est propre à son identité, et en cela le RSS a su incarner cette dernière. La ligne politique de l'hindutva est la finalité logique du pays à l'origine de l'hindouisme. Le modernisme du Parti du Congrès ainsi que ses propensions à la corruption a eu raison de sa réputation ; de plus, on peut facilement argumenter que les idées du RSS sont plus représentatives de l'héritage de Gandhi ; il fut en effet un fervent défenseur, et peut-être un précurseur du nationalisme hindouiste. En réalité, Gandhi ne voulait pas la fin du système de castes indien. Paradoxalement, le succès du RSS est en partie lié au système de castes. Le RSS joue sur les minorités confessionnelles pour justifier l'hindutva.

Le Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS) est une organisation socio-culturelle en Inde. Le RSS est souvent associé à l'idéologie nationaliste hindoue et joue un rôle important dans la politique indienne. Cependant, en tant que modèle de gouvernance, le RSS n'est pas directement impliqué dans la gestion du gouvernement en tant que tel. Son influence se situe davantage au niveau de l'idéologie et de l'activisme social. Le RSS a une base de membres importante et exerce une influence sur la politique indienne par le biais de ses affiliations et de ses activités de

mobilisation. Cependant, il est important de noter que le RSS est une organisation indépendante et distincte du gouvernement indien⁵².

L'hindutva en Inde, qui peut être traduit comme "identité hindoue", occupe une place prépondérante dans le paysage politique actuel. Cette idéologie, souvent associée au nationalisme hindou, a gagné en importance ces dernières années et a influencé divers aspects de la société indienne, y compris la politique, la culture et les politiques publiques. Prônant la promotion et la protection des valeurs et des traditions hindoues, ainsi que la primauté de la majorité hindoue dans le pays, elle constitue la ligne directrice politique du BJP. Cependant, l'état actuel de l'hindutva en Inde est un sujet complexe et souvent débattu. Certains soutiennent que cette idéologie renforce le sentiment d'identité nationale et préserve la culture indienne, tandis que d'autres la critiquent pour sa tendance à marginaliser les minorités religieuses et à provoquer des tensions communautaires. La place de la religion est complexe en Inde, de par sa disparité confessionnelle inhérente à l'histoire du pays. La cohabitation est une réalité dans le sous-continent, mais sa place dans le paysage politique sera déterminante pour l'avenir du pays. En effet, l'Inde a hérité d'un fait historique, celui de l'invasion. Envahie à plusieurs reprises, notamment par des peuples musulmans, puis par les colons britanniques, le pays souhaite à présent forger sa propre identité ; un visage impénétrable qui saura faire face à ses ennemis. L'enjeu de l'hindutva est en réalité identitaire autant qu'elle est religieuse, et elle est en ceci moderne : pendant que l'Occident renie ses origines et ses racines, d'abord chrétiennes, et se laisse lâchement dominé par des gouvernements séculaires immoraux, l'Inde sait maintenir et exercer sa souveraineté en son sein, afin de perpétuer les traditions qui ont su unir un peuple diviser dans les heures les plus sombres de son histoire. L'Inde du Premier Ministre Modi offre une alternative à la « mondialisation heureuse », source de décadence latente dans l'ordre mondial ; en effet, le pays nous montre que la modernité réside dans les traditions, car le concept même de modernité instigué au cours de ces dernières années, la plupart du temps dans les sociétés occidentales séculaires, s'apparente en fait à la déconstruction de valeurs et de normes établies, ce qui a permis à certains États de s'ériger en opposant à ces dynamiques. Un choix s'est proposé au peuple indien, celui de s'inscrire dans la globalisation ou de rester fidèles à ses origines ; la démocratie indienne a tranché.

⁵² « Ils veulent anéantir les autres religions » : en Inde, l'hindutva persécute les chrétiens – Jean-Luc Moreau

Le patriotisme indien a, pendant ces dernières années, mené le pays à une forte ascension économique et à l'augmentation de sa puissance militaire.

II.1.8 – Hypothèses sur l'avenir de l'Inde

L'Inde, en tant qu'une des économies en croissance les plus rapides au monde, est confrontée à des défis tels que les tensions ethnico-religieuses, les inégalités et la corruption. Dans le futur, il est probable que le gouvernement indien poursuive des réformes économiques pour stimuler la croissance, attirer davantage d'investissements étrangers et créer des emplois pour sa population jeune et en expansion.

Au cours des dernières années, l'Inde a connu une croissance significative dans le domaine des technologies de l'information et de la communication. Cette tendance devrait se poursuivre, avec un développement technologique accéléré dans des secteurs tels que l'intelligence artificielle, la blockchain, les énergies renouvelables et les soins de santé. Cela pourrait permettre à l'Inde de devenir un leader mondial dans ces domaines et d'améliorer la qualité de vie de sa population.

La diversité religieuse et culturelle de l'Inde présente des défis, avec une histoire marquée par des tensions intercommunautaires. Bien que des efforts aient été déployés pour promouvoir l'harmonie et la coexistence, ces défis pourraient persister à l'avenir. Mais il est également primordial que l'Inde saisisse les rênes de son destin en affirmant son identité véritable sur la scène internationale, ce qui forcera le respect de ses pairs et augmentera son attractivité au niveau mondial.

L'Inde est aussi confrontée à d'importants défis environnementaux tels que la pollution de l'air, la dégradation des ressources naturelles et les problèmes liés au changement climatique. On peut s'attendre à une prise de conscience environnementale croissante dans les années à venir, ce qui pourrait entraîner une adoption accrue de technologies propres, des politiques de conservation renforcées et une transition vers des sources d'énergie renouvelables.

La puissance militaire indienne est en expansion et constitue déjà une des plus grandes armées du monde. L'Inde évolue selon une logique réaliste afin de défendre ses intérêts, ce qui passe

par l'augmentation de ses forces d'intervention et de sa puissance. La puissance militaire indienne constituera un atout de taille dans l'hypothèse de futurs affrontements armés dans la région du Cachemire. Cependant, le pays est perçu politiquement comme un régime populiste par les régimes occidentaux alors qu'il demeure une démocratie à part entière. C'est là un schisme bipolaire qui marque le schéma politique global avec l'apparition de récentes coalitions comme les BRICS qui, en pleine croissance, mettent à mal le modèle unipolaire américain.

Le régime du Premier Ministre Narendra Modi est plus que prometteur concernant la pérennité du peuple indien, mais la coopération d'acteurs subsidiaires via la création de partenariats sera indispensable pour l'évolution économique souhaité pour le pays ; se pose alors la question suivante : est-ce que le régime Modi sera assez souple pour s'adapter aux dynamiques du marché libéral ou saura-t-il subsister par lui-même ?

II.3 – La Hongrie

II.3.1.1 - Introduction

La Hongrie étant membre de l'UE, son régime se distingue du reste des États membres. En effet, depuis 2014 la Hongrie s'affirme comme une « démocratie illibérale », interprétée aujourd'hui comme une « autocratie électorale ». Certains spécialistes considèrent la 3^e élection consécutive du gouvernement Fidesz comme la « mort de la démocratie en Hongrie ». Selon Timothy Ash, le Parti Fidesz a tellement pénétré l'administration étatique que la Hongrie serait devenue un État à parti unique. Les démocraties occidentales remettent en question certains composants du régime hongrois, à savoir le populisme et l'autoritarisme.

II.3.1.2 - Contexte historique et politique de la Hongrie

Au sortir de la Seconde Guerre Mondiale (1946-1949), la Hongrie devient une démocratie sous contrôle communiste. Or, après la Chute de l'Union Soviétique, la Hongrie met fin au régime communiste de parti unique et adopte la démocratie dite libérale avec la victoire électorale de Gyula Horn leader du Parti socialiste hongrois formant un gouvernement avec l'Alliance des démocraties libres. En 1998, Viktor Orbán remporte les élections à la tête de l'Union civique hongroise (Parti Fidezs). Depuis, de nombreux gouvernements se sont alternés, notamment des gouvernements socialistes avant le retour, en 2014, du Parti Fidezs au pouvoir. Le 1^{er} mai 2004, la Hongrie devient un État membre de l'Union Européenne. Cette appartenance à l'UE est peut-être ce qui remet en cause le régime actuel, car les valeurs entre l'UE et la Hongrie sont parfois divergentes.

II.3.2 - Paramètres politiques

II.3.2.1 - Présentation du système politique hongrois

Le système politique hongrois se présente comme une démocratie parlementaire avec un gouvernement multipartite. La Constitution de 2011 gouverne le pays, modifiées plusieurs fois depuis. Séparation des pouvoirs oblige, le pouvoir se décline sous les trois formes conventionnelles :

1. Le pouvoir exécutif : le Président est le chef d'État ; il est élu par le Parlement pour un mandat de cinq ans. Il exerce principalement un rôle représentatif et démocratique. C'est en effet le Premier Ministre qui exerce le pouvoir exécutif, lui-même nommé par le Président et approuvé par le Parlement. Il est le chef du gouvernement et dirige l'action publique.
2. Le pouvoir législatif : le Parlement hongrois est unicaméral et est composé de 199 députés élus au suffrage universel direct. Les élections législatives se tiennent tous les quatre ans. Les missions du Parlement prévoient l'adoption des lois, de l'approbation du budget et de la supervision du gouvernement. Les partis les plus importants en Hongrie sont le Parti Fidesz (parti conservateur), le Parti socialiste hongrois (social-démocrate)

et le Parti pour une meilleure Hongrie, considéré comme étant à l'extrême droite du spectre politique.

3. Le pouvoir judiciaire : le système judiciaire hongrois est indépendant et est en charge de l'application des lois du pays. La Cour constitutionnelle est responsable de la protection de la Constitution et vérifie la viabilité des lois et des décisions politiques vis-à-vis de cette dernière⁵³.

II.3.2.2 - Analyse du système électoral et des partis politiques majeurs

Le système électoral hongrois se schématise sur deux types d'élections principales :

- Les élections législatives : les 106 membres parlementaires sont élus au scrutin majoritaire uninominale, et 93 autres membres sont élus depuis des listes de partis, importées depuis les circonscriptions pour assurer la représentation proportionnelle. Ce système fut critiqué pour avantager les grands partis aux petits partis.
- Les élections municipales : elles s'organisent en suffrage universel direct. Les maires et les conseillers municipaux système de représentation proportionnelle.

Les partis politiques majeurs sont les suivants :

- Fidesz – Union Civique hongrois : il s'agit d'un parti de centre-droit dirigé par Viktor Orbán actuellement au pouvoir. Ce parti est membre du Parti populaire européen (PPE) au niveau européen.
- Parti socialiste hongrois (MSZP) : actuellement l'un des partis majeurs d'opposition en Hongrie, il a été au pouvoir de 2002 à 2010 et a été fondé après la transition démocratique du pays.
- Mouvement pour une meilleure Hongrie (Jobbik) : il est le parti considéré à l'extrême droite du spectre politique. Cette considération provient de la promotion de politiques nationalistes et anti-migratoires du parti.

⁵³ Hongrie - LegiGlobe

- Coalition démocratique (DK) : il est le parti de centre-gauche fondé par l'ancien Premier ministre hongrois Ferenc Gyurcsány. Ce parti fait essentiellement la promotion de politiques démocratiques et économiques⁵⁴.

II.3.2.3 - Rôle du Premier ministre et du président

Le Premier Ministre : le Premier Ministre est le chef du gouvernement et joue un rôle clé dans la politique intérieure. Il est responsable de la réalisation des politiques gouvernementales et de la gestion quotidienne des affaires d'État. Le Premier ministre est désigné par le Président de la République, mais son mandat doit être approuvé par le Parlement hongrois.

Le Premier ministre, en qualité de chef du gouvernement, assume les responsabilités suivantes :

- Assurer la direction du cabinet ministériel et coordonner les activités gouvernementales.
- Formuler et défendre des propositions de lois et de politiques devant le Parlement.
- Représenter la Hongrie tant sur le plan national qu'international.
- Prendre des décisions politiques cruciales et superviser leur mise en œuvre.

Le Président : Le Président de la République en Hongrie occupe la fonction de chef de l'État et joue un rôle essentiellement symbolique. Il est élu par un collège électoral composé de membres du Parlement et de représentants des autorités locales. Le Président garantit la continuité de l'État et représente la Hongrie tant sur le plan national qu'international.

Les responsabilités du Président englobent les éléments suivants :

- Incarner symboliquement l'État hongrois et représenter son unité.
- Nommer le Premier ministre après les élections parlementaires et approuver la composition du gouvernement.
- Approuver les lois adoptées par le Parlement avant leur mise en vigueur.
- Entretenir des relations diplomatiques avec d'autres pays et dirigeants d'État.
- Favoriser la stabilité et l'unité nationale.

⁵⁴ Hungary – europeelects.eu

Bien que le rôle du Président soit principalement symbolique et protocolaire, il possède toutefois des pouvoirs de nomination et de validation qui lui confèrent une certaine influence politique⁵⁵.

II.3.2.4 - Le concept de "démocratie illibérale" promu par Viktor Orbán

Le concept de "démocratie illégitime" promu par Viktor Orbán fait référence à sa vision particulière de la démocratie, qui diffère de l'approche conventionnelle. Selon Orbán, la démocratie ne devrait pas être uniquement basée sur la règle majoritaire et le respect des droits individuels, mais aussi sur des valeurs culturelles et nationales spécifiques. Il soutient que les sociétés doivent être enracinées dans une identité nationale solide et que la démocratie doit refléter et promouvoir ces valeurs spécifiques. Ainsi, Orbán remet en question certains principes démocratiques traditionnels, tels que la séparation des pouvoirs, la liberté de la presse et l'indépendance des institutions, en les considérant comme des obstacles à la réalisation d'une "démocratie illégitime" selon sa vision⁵⁶.

La démocratie illibérale demeure cependant une démocratie ; une part des libertés est sacrifiée pour sauvegarder l'identité d'un peuple. Cette action est légitimée par la disparition des identités millénaires dans d'autres États membres de l'UE. On peut argumenter que la démocratie illibérale est bien plus démocratique que des libertés amenant à l'extinction d'un peuple. On peut noter la corrélation avec le régime indien s'inscrivant dans une logique politique similaire.

II.3.2.5 - Limitations des libertés civiles et des droits de l'homme

La limitation des libertés civiles et des droits de l'homme en Hongrie suscite des controverses et donne lieu à des débats intenses au niveau international. Certains défenseurs de ces politiques soutiennent qu'elles sont nécessaires pour préserver l'identité culturelle hongroise et maintenir la cohésion sociale. Ils affirment que des mesures strictes visant à limiter les libertés civiles et restreindre les droits de l'homme sont indispensables pour protéger la culture, les traditions et

⁵⁵ France Diplomatie – Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères

⁵⁶ Spécificités et diversité des populismes en Europe centrale et orientale – Jacques Rupnik

les valeurs hongroises contre les impacts négatifs potentiels de l'immigration massive et non régulée. En conséquence, ils considèrent ces mesures comme une réponse préventive pour éviter les conséquences indésirables sur la société hongroise⁵⁷.

II.3.3 - Paramètres économiques

II.3.3.1 - Évolution économique récente de la Hongrie

Ces dernières années, l'économie hongroise a connu des développements remarquables avec des résultats positifs dans divers secteurs. Parmi ces évolutions, on a pu observer une croissance économique soutenue, des investissements étrangers et des réformes fiscales.

La Hongrie a enregistré une croissance économique robuste, avec un taux de croissance dépassant la moyenne européenne (3,5% en Europe⁵⁸ contre 7,1% en Hongrie). Selon les données de la Banque centrale hongroise, le PIB du pays a connu une augmentation significative, portée par l'industrie manufacturière, les services et le tourisme.

Les investissements étrangers jouent un rôle crucial dans l'économie hongroise. Le gouvernement hongrois a mis en place des mesures incitant les investisseurs internationaux à choisir la Hongrie, ce qui a conduit à l'établissement de nombreuses entreprises étrangères dans le pays. De fait, des entreprises automobiles comme Audi et Mercedes-Benz ont réalisé d'importants investissements en Hongrie, ce qui a contribué à la création d'emplois et au développement du secteur manufacturier.

Les réformes fiscales ont également joué un rôle essentiel dans l'évolution de l'économie hongroise. Le gouvernement a mis en œuvre des politiques fiscales favorables, notamment des réductions d'impôts pour les entreprises et les particuliers, ainsi que des incitations fiscales pour encourager les investissements. Ces mesures ont stimulé l'activité économique, favorisé l'esprit d'entreprise et attiré de nouveaux investissements⁵⁹.

⁵⁷ Human Rights Watch

⁵⁸ La croissance de l'Union européenne – Juliette Verdes

⁵⁹ Hongrie – oecd-library.org

II.3.3.2 - Politiques économiques mises en œuvre par le régime hongrois

Les politiques économiques mises en place par le gouvernement hongrois ont été diversifiées afin de favoriser la croissance économique, encourager les investissements et soutenir le développement du secteur national.

Parmi les mesures clés adoptées par le régime hongrois, se dégage une politique proactive visant à attirer les investissements étrangers. Des incitations fiscales attractives, des facilités administratives et des mesures de soutien ont été mises en œuvre pour encourager l'implantation d'entreprises étrangères en Hongrie. Ces initiatives ont conduit à l'établissement de nombreuses entreprises internationales, ce qui a contribué à la création d'emplois, au transfert de technologies et au renforcement du secteur manufacturier.

Une autre mesure importante a été la mise en place de réformes fiscales visant à réduire les impôts pour les entreprises et les particuliers. Cette politique vise à créer un environnement plus favorable aux affaires et à encourager l'investissement domestique. En outre, des efforts ont été déployés pour simplifier le système fiscal et renforcer la compétitivité des entreprises hongroises sur le marché international.

Enfin, le gouvernement hongrois a mis en œuvre des programmes de développement économique ciblant des secteurs clés tels que l'industrie, le tourisme, l'agriculture et les infrastructures. Ces initiatives visent à renforcer la compétitivité économique du pays, à générer de nouveaux emplois et à stimuler la croissance régionale⁶⁰.

II.3.3.3 - Importance des investissements étrangers et des politiques d'incitation

La Hongrie offre des incitations fiscales attractives, telles que des réductions d'impôts et des crédits d'impôt, afin de rendre le pays plus compétitif sur le plan international. Ces mesures incitent les entreprises étrangères à s'implanter en Hongrie, ce qui stimule l'activité économique et favorise la création d'emplois pour la population locale.

⁶⁰ Hongrie – touteurope.eu

En plus des avantages fiscaux, la Hongrie met également l'accent sur le développement des infrastructures, la disponibilité de la main-d'œuvre qualifiée et l'amélioration de l'environnement des affaires. Le gouvernement hongrois investit dans la modernisation des transports, des réseaux énergétiques et des technologies de l'information, ce qui facilite les opérations des entreprises étrangères et renforce l'attrait du pays en tant que destination d'investissement.

Les investissements étrangers contribuent également au transfert de connaissances et de technologies. Lorsque des entreprises étrangères s'implantent en Hongrie, elles apportent avec elles leur expertise et leurs pratiques commerciales avancées. Cela permet aux entreprises locales de bénéficier de l'expérience et du savoir-faire étrangers, ce qui favorise l'innovation, améliore la productivité et renforce la compétitivité globale de l'économie hongroise.

De plus, les investissements étrangers encouragent la croissance économique en créant des synergies avec les entreprises locales. Les partenariats entre les investisseurs étrangers et les entreprises hongroises stimulent la coopération, favorisent l'échange de compétences et de ressources, et ouvrent de nouvelles opportunités commerciales. Cela renforce la diversification de l'économie hongroise et réduit sa dépendance à certains secteurs spécifiques⁶¹.

II.3.3.4 - Présence de grandes entreprises étatiques et leurs implications

La Hongrie présente une forte présence de grandes entreprises étatiques, notamment dans les secteurs stratégiques tels que l'énergie et les infrastructures (MVM Group, MÁV Group, Magyar Posta). Cela permet au gouvernement de contrôler ces domaines cruciaux, de garantir la sécurité et de stimuler le développement régional en créant des emplois. Cependant, cela peut soulever des inquiétudes quant à la concurrence et à l'efficacité économique. Il est donc important de trouver un équilibre entre la participation de l'État et la promotion d'un environnement concurrentiel dynamique pour assurer une croissance économique durable⁶².

⁶¹ Hongrie : Investir – export.agence-adocc.com

⁶² Privatisation en Hongrie – David Stark

II.3.4 - Paramètres sociaux

II.3.4.1 - Politiques d'immigration et positionnement de la Hongrie dans la crise migratoire européenne

Les politiques d'immigration et la position de la Hongrie dans la crise migratoire européenne ont été marquées par une approche visant à protéger les intérêts du pays et à défendre le peuple hongrois. La Hongrie a adopté des mesures strictes pour contrôler les flux migratoires, afin de préserver sa souveraineté, sa sécurité et son identité culturelle. En régulant l'immigration, le gouvernement hongrois affirme sa volonté de préserver les ressources et les services publics pour ses citoyens, tout en maintenant la cohésion sociale et en assurant la sécurité nationale. Ce positionnement permet à la Hongrie de mieux gérer les défis liés à la crise migratoire et de préserver les intérêts de son peuple⁶³.

II.3.4.2 - Réformes éducatives et leur influence sur le système éducatif

Les réformes éducatives en Hongrie ont eu une influence significative sur le système éducatif du pays, offrant des avantages substantiels pour son développement. Ces réformes visent à améliorer la qualité de l'éducation, à renforcer les compétences des étudiants et à favoriser l'innovation. En mettant l'accent sur l'enseignement des matières scientifiques, technologiques, l'ingénierie et les mathématiques, le pays investit dans la formation de sa main-d'œuvre future, ce qui stimule la croissance économique et renforce la compétitivité sur le marché mondial. De plus, les réformes éducatives cherchent à promouvoir l'égalité des chances en offrant un accès équitable à une éducation de qualité pour tous les citoyens hongrois, contribuant ainsi à la cohésion sociale et à l'inclusion⁶⁴.

II.3.4.3 - Politiques culturelles et protection de l'identité nationale

Les politiques culturelles en Hongrie jouent un rôle essentiel dans la protection de l'identité nationale du pays, en préservant ses coutumes et ses traditions uniques. Le gouvernement

⁶⁴ École en Hongrie : entre transformations et instabilité – Iván Bajomi

hongrois s'adonne à la sauvegarde de l'héritage culturel du peuple hongrois. En investissant dans la préservation des coutumes ancestrales, la promotion des pratiques traditionnelles et la valorisation des arts locaux, la Hongrie protège et renforce son patrimoine culturel.

La protection de ces coutumes et traditions est bénéfique pour le pays à plusieurs égards. Tout d'abord, cela contribue à préserver l'identité nationale et à renforcer le sentiment d'appartenance chez les citoyens hongrois. En conservant et en célébrant les traditions, la Hongrie valorise son histoire et assure la transmission de ces valeurs aux générations futures.

De plus, la protection des coutumes et traditions hongroises favorise le tourisme culturel. Les visiteurs étrangers sont attirés par l'authenticité et l'unicité de la culture hongroise, ce qui stimule l'industrie touristique et génère des retombées économiques positives.

En préservant ses coutumes et traditions, la Hongrie conserve également son héritage artistique et artisanal. Les compétences artisanales transmises de génération en génération continuent à prospérer, ce qui contribue à l'économie locale et préserve des métiers traditionnels uniques.

Les politiques culturelles en Hongrie ont pour objectif de protéger et de préserver les coutumes et traditions hongroises, ce qui renforce l'identité nationale, favorise le tourisme culturel et soutient l'économie locale. Cette valorisation du patrimoine culturel hongrois est essentielle pour la sauvegarde du peuple et le rayonnement du pays sur la scène internationale⁶⁵.

La Hongrie constitue donc un exemple de nationalisme bénéfique à son développement.

II.3.4.4 - Relations avec les minorités ethniques et les droits des LGBT+

La Hongrie entretient des relations avec les minorités ethniques et aborde les droits des LGBT+ d'une manière qui suscite des débats. Le pays adopte une position affirmée en considérant certaines idéologies LGBT+ comme une menace à ses valeurs traditionnelles et à sa culture nationale. Le gouvernement hongrois défend la notion de famille traditionnelle et promeut des

⁶⁵ L'identité nationale par-delà les frontières : l'exemple de la Hongrie – Priscilla Jensei Monge

politiques qui soutiennent ce modèle, tandis qu'il limite les droits et la visibilité des personnes LGBT+.

Cependant, il est important de noter que les opinions sur cette question sont diverses et que certains groupes et organisations défendent les droits des LGBT+ et plaident pour une plus grande inclusivité et non-discrimination. Les défenseurs des droits LGBT+ soulignent l'importance de garantir l'égalité et la protection juridique pour tous les citoyens, indépendamment de leur orientation sexuelle ou identité de genre.

Le débat sur les droits LGBT+ en Hongrie reflète des visions différentes sur la question de l'égalité, de l'identité nationale et des valeurs culturelles. Il est essentiel de promouvoir un dialogue constructif et respectueux afin de trouver des solutions qui respectent les droits fondamentaux de toutes les personnes, tout en tenant compte des préoccupations culturelles et sociales spécifiques d'un pays.

En conclusion, la Hongrie entretient des relations avec les minorités ethniques et aborde les droits des LGBT+ de manière controversée. Les opinions divergent quant à la manière dont les droits LGBT+ doivent être protégés et équilibrés avec les valeurs et les traditions culturelles nationales. Le débat en cours met en évidence la nécessité de rechercher des solutions qui respectent les droits fondamentaux tout en tenant compte des contextes et des préoccupations spécifiques de chaque pays.

En effet, la mouvance LGBT+ est en Hongrie, comme dans d'autres États membres européens, d'abord un facteur de division en plus d'être un élément de déconstruction de l'identité hongroise⁶⁶.

II.3.4.5 - Analyse des tensions sociales et des mouvements de contestation

L'analyse des tensions sociales et des mouvements de contestation permet d'identifier les problèmes et les préoccupations de la société, offrant ainsi une opportunité de progrès et de développement pour le pays. En scrutant attentivement ces mouvements, le gouvernement peut

⁶⁶ Loi anti-LGBT en Hongrie : un affront aux valeurs européennes – Cynthia Lavigne

comprendre les revendications des citoyens et travailler à la résolution des problèmes sous-jacents. L'expression de la contestation permet également d'encourager la participation démocratique et de renforcer le dialogue entre les différents acteurs de la société. Ces tensions sociales peuvent servir de catalyseur pour des réformes nécessaires et favoriser l'évolution positive des politiques et des institutions. L'analyse des mouvements de contestation est donc bénéfique pour le pays en favorisant l'adaptation et le progrès, et en renforçant la confiance et la cohésion sociale⁶⁷.

III - Synthèse

Les régimes néo-autoritaires sont complexes. La plupart, sinon la majorité d'entre eux sont des démocraties, mais ne correspondent pas aux modèles de démocratie libérale occidental.

Ces régimes se concentrent sur l'établissement et la conservation de leurs identités, des éléments au centre de leurs directives politiques.

Dans le cas de l'Inde et de la Hongrie, ces politiques semblent prometteuses et la plupart des décisions politiques semblent bénéficier les deux États.

Ces cas d'étude démontrent donc que des régimes, classifiés néo-autoritaires, mais qui en réalité sont plus nationalistes et identitaires que leurs homologues libéraux, sont viables, certes au prix de la libéralité du régime ; mais certains peuples ont choisi, via le choix démocratique, de sacrifier cet aspect de la démocratie au profit de la survie de leur coutumes, cultures et traditions.

Bibliographie

⁶⁷ La Hongrie : une démocratie européenne à l'ère illibérale – Matthieu Boisdrion

- ◆ <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2016-2-page-249.htm>
- ◆ *Dictionnaire de l'Inde contemporaine*, Frédérique Landy
- ◆ [https://fr.euronews.com/my-europe/2022/12/02/le-monde-devient-de-plus-en-plus-autoritaire \(le monde devient-il autoritaire ?\)](https://fr.euronews.com/my-europe/2022/12/02/le-monde-devient-de-plus-en-plus-autoritaire-(le-monde-devient-il-autoritaire-?))
- ◆ <http://juspoliticum.com/article/L-idee-de-democratie-autoritaire-Quelques-reflexions-1365.html> (la démocratie autoritaire)
- ◆ <https://time.com/5936036/secret-2020-election-campaign/> (article Times élections 2020)
- ◆ <https://www.oxfordlearnersdictionaries.com/definition/english/democracy?q=democracy>
- ◆ <https://fr.unesco.org/themes/democratie>
- ◆ <https://pace.coe.int/fr/pages/la-democratie-quest-ce-que-cest>
- ◆ <https://freedomhouse.org/report/freedom-world-2022-table-country-scores>
- ◆ <https://carnegieendowment.org/2021/03/04/neoauthoritarianism-rise-of-intelligent-oppression-pub-84085>
- ◆ <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2021/01/12/the-rise-of-neo-authoritarianism/>
- ◆ <https://www.amnesty.org/fr/what-we-do/democracy/defending-civil-and-political-rights/what-is-authoritarianism/>
- ◆ <https://fr.statista.com/infographie/25769/indice-de-democratie-dans-le-monde/>
- ◆ <https://ourworldindata.org/democracy>
- ◆ <https://www.cairn.info/revue-population-et-societes-2011-5-page-1.htm>
- ◆ *L'Inde contemporaine*, Christophe Jaffrelot
- ◆ *Brève histoire de l'Inde*, Anne Viguier
- ◆ <https://www.bbc.com/afrique/monde-55453426>
- ◆ <https://www.lesechos.fr/monde/asie-pacifique/le-modele-economique-du-gujarat-vitrine-electorale-du-premier-ministre-indien-modi-1013165>

- ◆ *Le Monde des Nouveaux Autoritaires*, Michel Duclos
- ◆ *Inde : démocratie par la caste*, Christophe Jaffrelot
- ◆ <https://www.revueconflits.com/le-nationalisme-hindou-histoire-et-fonctionnement-alain-boge/>
- ◆ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Hindutva>
- ◆ <https://www.inde-en-liberte.com/conseils-voyage/culture/religion>
- ◆ <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/la-difficile-situation-des-musulmans-et-des-chretiens-en-inde>
- ◆ <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2007-2-page-121.htm>
- ◆ *Inde : la démocratie par la caste*, Christophe Jaffrelot
- ◆ <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/glossaire/discrimination-positive>
- ◆ <https://www.diploweb.com/L-Inde-puissance-mondiale.html#:~:text=On%20assiste%20à%20une%20véritable,indienne%20suscite%20un%20certain%20engouement.>
- ◆ <https://www.prestige-voyages.com/inde/guide-inde/les-principaux-secteurs-dactivite-en-inde-ce-pays-en-plein-croissance-economique.html>
- ◆ <https://www.wto.org>
- ◆ https://fr.wikipedia.org/wiki/Histoire_de_la_Hongrie#:~:text=Au%20sortir%20de%20la%20Seconde,à%201%27aide%20des%20Soviétiques.
- ◆ <https://www.cairn.info/revue-critique-internationale-2002-4-page-131.htm>
- ◆ <https://rsf.org/fr/pays/inde>
- ◆ <https://www.sudouest.fr/politique/salut-nazi-lors-d-une-manifestation-anti-passe-philippot-contredit-la-version-de-darmanin-7791331.php>
- ◆ <http://www.refsicom.org/706>
- ◆ <https://www.monde-diplomatique.fr/2019/09/RACINE/60337>
- ◆ https://www.clio.fr/bibliotheque/pdf/pdf_1_islam_en_inde_ses_origines_et_sa_situation_contemporaine.pdf

- ◆ <https://transparency-france.org/actu/ipc-2022-face-a-une-corrupcion-qui-genera-plus-de-violences-et-de-desordres-dans-le-monde-la-france-ne-peut-pas-se-contenter-dune-22eme-place/>
- ◆ <https://lelephant-larevue.fr/thematiques/politique-et-societe/elections-legislatives-en-inde-fin-dune-epoque-parti-du-congres/>
- ◆ <https://www.nationalgeographic.fr/histoire/la-difficile-situation-des-musulmans-et-des-chretiens-en-inde>
- ◆ <https://www.bbc.com/news/world/europe/hungary>
- ◆ <https://www.reuters.com/places/hungary>
- ◆ <https://www.britannica.com/place/Hungary>
- ◆ <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/1338>
- ◆ <https://les-yeux-du-monde.fr/actualites-analyses/asie-oceanie/21033-retrospective-2014-linde-de-modi>
- ◆ <https://www.cairn.info/revue-apres-demain-2022-4-page-13.htm>
- ◆ <https://legiglobe.rf2d.org/hongrie/2014/04/22/>
- ◆
- ◆ <https://www.diplomatie.gouv.fr/>
- ◆ <https://www.lefigaro.fr/international/les-chretiens-sous-la-menace-hindoue-20220624>
- ◆ <https://www.youtube.com/watch?v=cw9SZ7fPqW4>
- ◆ https://www.youtube.com/watch?v=_yzXL-LA7Ag
- ◆ <https://www.worldbank.org/>
- ◆ <https://www.csds.in/>
- ◆ <https://www.sciencespo.fr/ceci/en/content/specificites-et-diversite-des-populismes-en-europe-centrale-et-orientale-0>
- ◆ <https://www.hrw.org>
- ◆ <https://www.touteurope.eu/economie-et-social/la-croissance-en-europe/#:~:text=Le%20taux%20de%20croissance%20annuel,et%20pour%20la%20zone%20euro.>
- ◆ <https://www.touteurope.eu/pays/hongrie/>

- ◆ <https://export.agence-adocc.com/fr/fiches-pays/hongrie/investir>
- ◆ https://www.persee.fr/doc/arss_0335-5322_1990_num_85_1_2958
- ◆ https://www.google.com/url?sa=i&rct=j&q=&esrc=s&source=web&cd=&cad=rja&uact=8&ved=0CAIQw7AJahcKEwj4wpHDw83_AhUAAAAAHQAAAAAQAg&url=https%3A%2F%2Fwww.cairn.info%2Fload_pdf.php%3FID_ARTICLE%3DPLD_111_0019%26download%3D1&psig=AOvVaw3PUCBeQEvyfztuuJHDwE5w&ust=1687202022444809&opi=89978449
- ◆ <https://www.cairn.info/revue-carrefours-de-l-education-2006-1-page-127.htm>
- ◆ <https://hal.science/hal-01471283/document>
- ◆ <https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAAnalyse/3177>
- ◆ <https://www.jean-jaures.org/publication/la-hongrie-une-democratie-europeenne-a-lere-illiberale/>

Annexes

La démocratie dans le monde

Pays et territoires classés selon l'indice de démocratie en 2021 *

Démocraties pleines

9,00-10,00

8,00-8,99

Démocraties imparfaites

7,00-7,99

6,00-6,99

Régimes hybrides

5,00-5,99

4,00-4,99

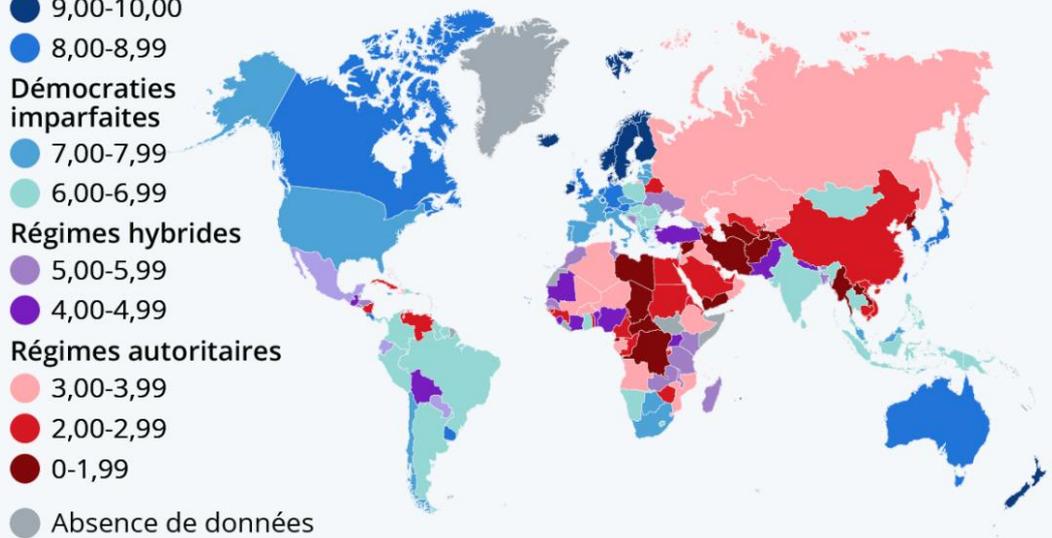
Régimes autoritaires

3,00-3,99

2,00-2,99

0-1,99

Absence de données



* basé sur 60 indicateurs regroupés en 5 catégories : processus électoral et pluralisme politique, libertés civiles, fonctionnement du gouvernement, participation et culture politique.

Source : The Economist Intelligence Unit



statista

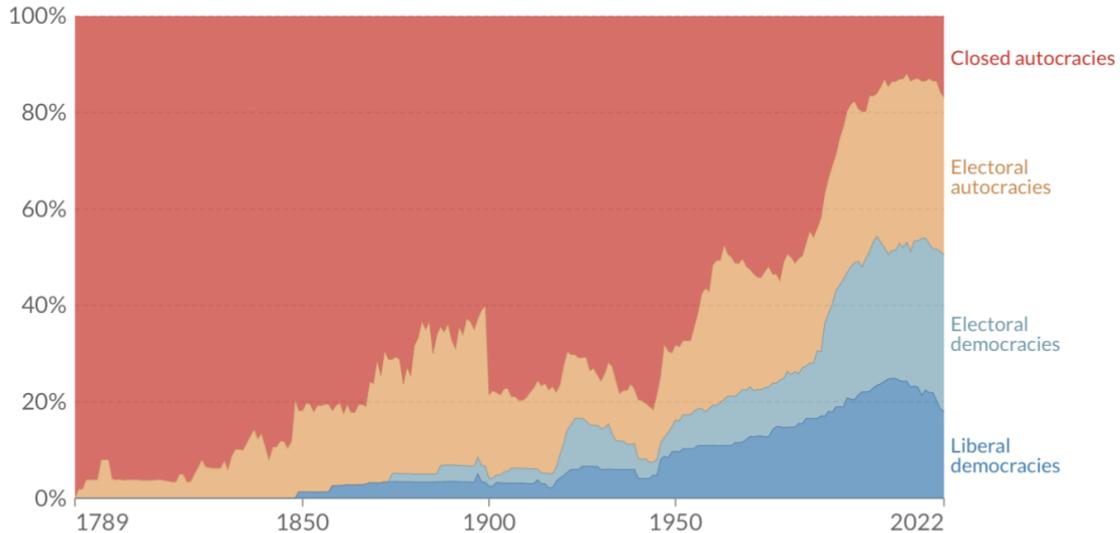
Source : « La démocratie dans le monde » statista – 2021

Share of countries that are democracies and autocracies, World

Political regimes based on the criteria of the classification by Lührmann et al. (2018) and the assessment by V-Dem's experts.



[↔ Change region](#)



Source: OWID based on Lührmann et al. (2018); V-Dem (v13)

OurWorldInData.org/democracy • CC BY

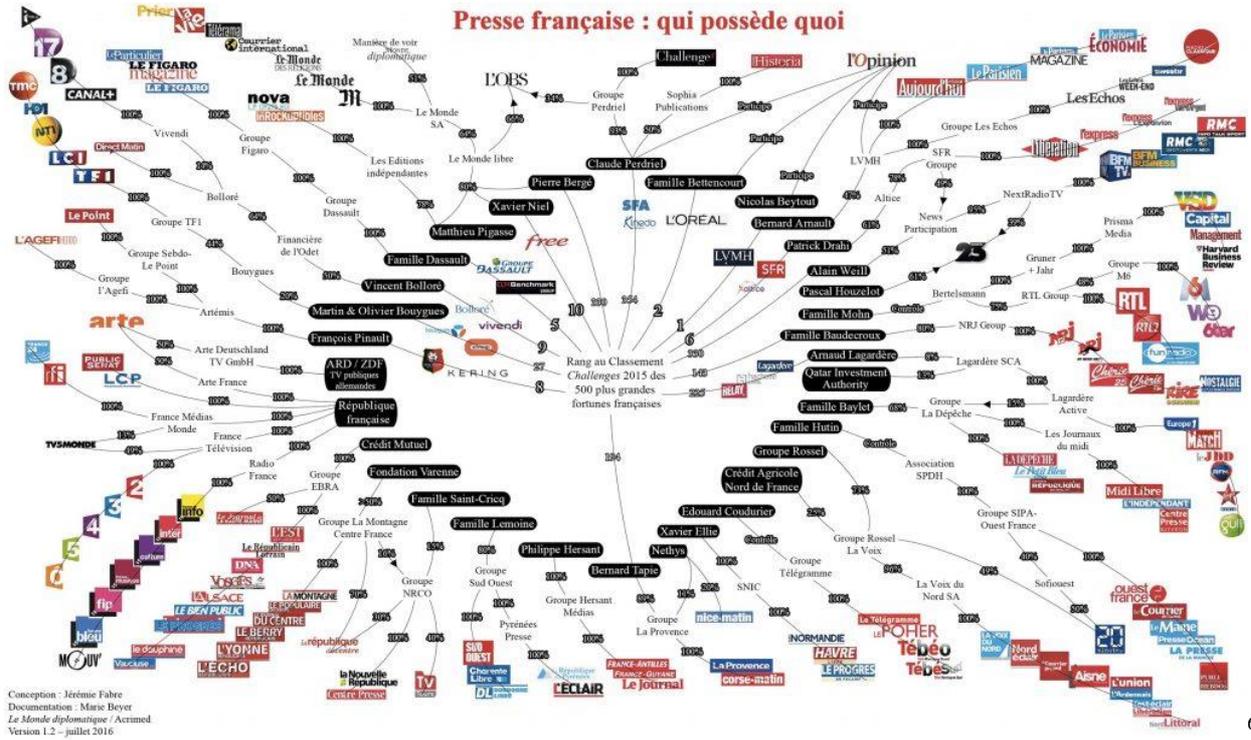
Note: The share of closed autocracies increases a lot in 1900 because V-Dem covers many more countries since then, often colonies.



Source : « Share of countries that are democracies and autocracies, World » - ourworldindata.org, 2022

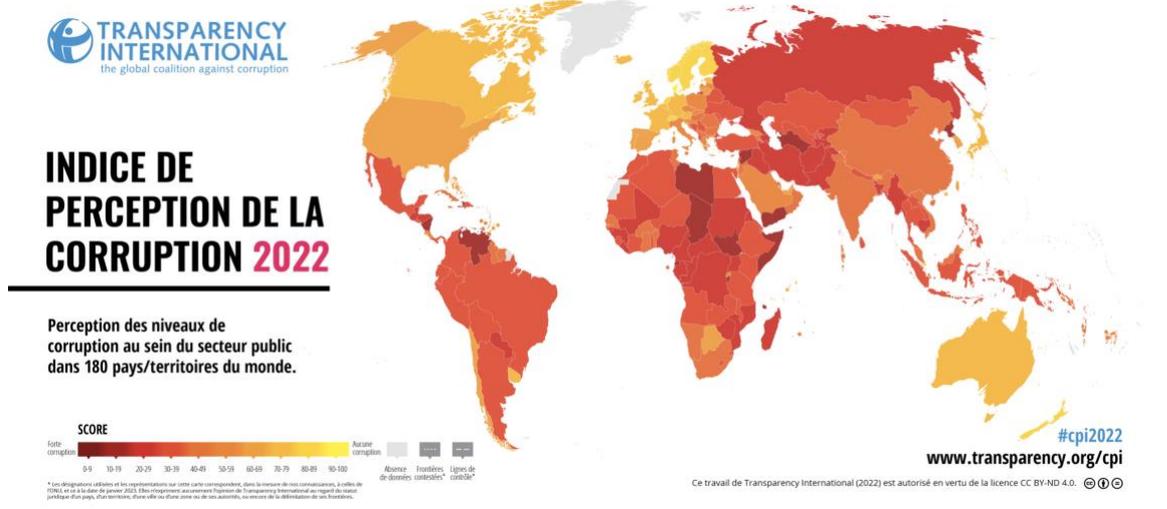
CLASSEMENT 2023		CLASSEMENT 2022	
161 / 180		150 / 180	
Score : 36,62		Score : 41	
INDICATEUR POLITIQUE	169 33.65	INDICATEUR POLITIQUE	145 40.76
INDICATEUR ÉCONOMIQUE	155 34.15	INDICATEUR ÉCONOMIQUE	149 30.36
INDICATEUR LÉGISLATIF	144 42.92	INDICATEUR LÉGISLATIF	120 57.02
INDICATEUR SOCIAL	143 45.27	INDICATEUR SOCIAL	127 56.25
INDICATEUR SÉCURITAIRE	172 27.12	INDICATEUR SÉCURITAIRE	163 20.61

Source : <https://rsf.org/fr/pays/inde>



68

Source : <https://newsly.fr/2016/07/06/actionnaires-presse-francaise/>



Source : <https://transparency-france.org/publications/indices-de-perception-de-corrupcion/>

Table des matières

<u>I - Démocratie et néo-autoritarisme</u>	4
<u>I.1 – Introduction</u>	4
<u>I.2 – Définitions et limites</u>	4
I.2.1 - Définir la démocratie.....	4
I.2.2 - Définir le néo-autoritarisme.....	5
I.2.3 - Interprétation des modèles.....	6
I.2.4 - Les limites du néo-autoritarisme.....	6
I.2.5 - Le contexte géopolitique actuel.....	8
I.2.6 - L'autoritarisme n'a rien de nouveau.....	9
I.2.7 - L'érosion des démocraties occidentales.....	11
<u>I.3 – Problématique</u>	13
<u>II - Les nouveaux modèles hybrides</u>	13
<u>II.1 – L'Inde</u>	13
<u>II.1.1 – Introduction</u>	13
<u>II.1.2 – Le système de castes : la base de l'organisation sociale indienne</u>	14
II.1.2.1 - Mise en contexte du système de castes.....	14
II.1.2.2 - Les dynamiques contemporaines des castes.....	15
<u>II.1.3 – La stratégie politique</u>	16
II.1.3.1 - Narendra Modi et le RSS.....	16
II.1.3.2 - L'hindutva.....	17
II.1.3.3 - L'ascension de l'économie indienne.....	19
II.1.3.4 - La puissance militaire indienne.....	22
II.1.3.5 - La société indienne.....	23
II.1.3.6 - Les politiques de discriminations positives.....	24
II.1.3.7 - L'influence de l'Inde dans le monde.....	26
<u>II.1.4 – Le système fédéral</u>	27
<u>II.1.5 – Les limites de la démocratie indienne</u>	27
II.1.5.1 - Corruption en Inde.....	28
II.1.5.2 - Le système médiatique indien.....	30
II.1.5.3 - La condition des musulmans.....	31
<u>II.1.6 – Le suffrage</u>	33

<u>II.1.7 – Hypothèses sur le régime indien</u>	35
<u>II.1.8 – Viabilité du modèle Indien</u>	38
<u>II.3 – La Hongrie</u>	40
II.3.1.1 - Introduction.....	40
II.3.1.2 - Contexte historique et politique de la Hongrie.....	40
<u>II.3.2 - Paramètres politiques</u>	40
II.3.2.1 - Présentation du système politique hongrois.....	40
II.3.2.2 - Analyse du système électoral et des partis politiques majeurs.....	41
II.3.2.3 - Rôle du Premier ministre et du président.....	42
II.3.2.4 - Le concept de "démocratie illibérale" promu par Viktor Orbán.....	43
II.3.2.5 - Limitations des libertés civiles et des droits de l'homme.....	44
<u>II.3.3 - Paramètres économiques</u>	44
II.3.3.1 - Évolution économique récente de la Hongrie.....	44
II.3.3.2 - Politiques économiques mises en œuvre par le régime hongrois.....	45
II.3.3.3 - Importance des investissements étrangers et des politiques d'incitation...46	
II.3.3.4 - Présence de grandes entreprises étatiques et leurs implications.....	47
II.3.3.5 - Impact des politiques économiques sur les inégalités sociales.....	47
<u>II.3.4 - Paramètres sociaux</u>	47
II.3.4.1 - Politiques d'immigration et positionnement de la Hongrie dans la crise migratoire européenne.....	47
II.3.4.2 - Réformes éducatives et leur influence sur le système éducatif.....	48
II.3.4.3 - Politiques culturelles et protection de l'identité nationale.....	48
II.3.4.4 - Relations avec les minorités ethniques et les droits des LGBT+.....	49
II.3.4.5 - Analyse des tensions sociales et des mouvements de contestation.....	50
<u>III - Synthèse</u>	50